

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



**Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de
Gestion
Département des Sciences Economiques**

Mémoire de fin de cycle

**En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES**

Option : Economie monétaire et bancaire

Thème

**La contribution du secteur bancaire à
la collecte de l'épargne**

Préparé par :

Melle ABDENNOUCHE Katia

Melle ADOUANE Nadjet

Encadré par:

Dr MENDIL Djamila

Année universitaire : 2021/2022

REMERCIEMENTS

On remercie Dieu le tout puissant de nous avoir donné la volonté et le courage pour réaliser ce modeste travail. Tout d'abord, ce travail ne serait pas aussi riche et n'aurait pas pu avoir le jour sans l'aide ET l'encadrement de **Mm MENDIL Djamila**.

NOUS la remercions pour la qualité de son encadrement exceptionnel, Pour sa patience, sa rigueur et de sa disponibilité durant la préparation de ce travail. Nos plus sincères et intenses remerciements s'adressent également aux membres de jury qui ont accepté de juger ce travail.

Nous remercions s'adressent à tous les enseignants de la faculté **SEGC**, pour leurs enseignements, leurs conseils, et leurs efforts fournis durant toutes les longues années de notre parcours.

Nous remercions nos chers **PARENTS**, pour tout leur amour, leur soutien et leurs encouragements. Enfin, nous remercions toute personne ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail

DEDICASES

Je dédie ce modeste travail : A ma famille, elle qui m'a doté d'une éducation digne, son amour a fait de moi ce que je suis aujourd'hui.

Mes chers parents, pour tous leurs sacrifices, leur tendresse, leur soutien et leurs prières tout au long de mes études. Aucun hommage ne pourrait être à la hauteur de l'amour dont ils ne cessent de me combler. Mon père, QUE J'AIME BEAUCOUP mon exemple éternel, celui qui s'est toujours sacrifié pour me voir réussir. Ma mère, la lumière de mes jours, que dieu vous donne bonne santé et longue vie.

Mes chères sœurs, MERIEM, HAKIMA, NAIMA, et FAHIMA, sans oublier le petit AMIR, merci pour votre soutien.

A ma meilleure amie NASSIMA, ainsi ma binôme NADJET.

Katia.A

DEDICASES

je dédie ce travail, à mes très chers parents, mes frères, mes sœurs, mes amis(es) et à toutes ma familles, ainsi à tous ceux qui me sont chers. Sans oublier mes camarades de la promotion

Nadjet. A

Sommaire

Introduction générale.....	02
Chapitre 01 : Aspect théorique sur l'épargne	06
Introduction.....	06
Section 01 : les approches théoriques de l'épargne et ses déterminants	07
Section 02 : l'utilisation de l'épargne dans le circuit économique	18
Conclusion.....	23
Chapitre 02 : Les politiques de la collecte des dépôts bancaires	25
Introduction.....	25
Section 01 : Les placements bancaires.....	26
Section 02 : Les moyens mis en œuvre par la banque pour attirer la clientèle.....	32
Conclusion.....	39
Chapitre 03 : L'évolution de l'épargne des ménages en Algérie	41
Introduction	41
Section 01 : l'épargne des ménages de 1980 à 2000.....	42
Section 02: l'épargne des ménages de 2000 à 2020.....	49
Conclusion	60
Conclusion générale	62

Introduction Générale

Introduction générale

L'épargne est une variable économique fondamentale qui influence les dynamiques macroéconomiques. Elle permet de financer les différents secteurs de l'économie entre autre celui lié à l'investissement dans les projets de développement. Le financement de ce secteur est important pour le développement économique d'un pays.

Lorsque le pays consomme une grande partie de sa richesse créée chaque année, l'investissement risque d'être insuffisant pour assurer la croissance à long terme. Par contre, si l'épargne est élevée, la consommation ralentit et que les entreprises limitent la production faute de trouver suffisamment de débouchés, d'où un ralentissement de la croissance.

En effet, cette importance de l'épargne dans l'économie a été reconnue par l'ensemble des théories économiques. Pour les classiques, c'est l'épargne des entreprises qui financera leurs investissements. En conséquence, une épargne importante garantit un faible taux d'intérêt. Ce sont les taux d'intérêt-fixés à la suite d'une confrontation sur le marché entre l'offre et la demande, qui assurent l'égalité épargne-investissement.

Cependant, le comportement de l'épargne dans la théorie keynésienne est tout à fait différent, elle est considérée comme la véritable source de financement, et le moteur de la croissance. Ici, l'épargne entraîne une diminution des dépenses de consommation. Selon cette théorie, l'épargne n'est rien de plus qu'un résidu du revenu lorsque les besoins de consommation sont satisfaits. Le niveau de l'épargne varie dans une économie selon sa politique monétaire, c'est à dire selon la variation du taux d'intérêt. Lorsqu'il est faible, les agents économiques n'ont pas une motivation à épargner, mais ils investissent plus. Mais lorsqu'il ya une hausse du taux d'intérêt, cela encourage les agents à épargner, donc l'investissement baisse.

Dans une économie de marché, les choix des différents acteurs économiques reposent principalement sur la confiance dans l'avenir, c'est-à-dire sur l'environnement économique, social et politique. C'est notamment le cas de l'épargne, qui résulte du comportement de l'agent à la recherche de revenus substantiels.

Plusieurs institutions financières peuvent assurer cette collecte de fonds, y compris la banque, cette dernière dont le rôle est très important, est considérée comme l'intermédiaire entre les différents agents économiques. Sa fonction principale consiste à déplacer l'argent des agents qui ont une capacité de financement vers ceux qui l'ont besoin, avec une assurance suffisante.

Introduction générale

Les banques gèrent et créent des moyens de paiement, et elles ont un rôle important dans la sélection des projets en fonction des perspectives économiques.¹ Ces activités ont permis à un grand nombre de banques en réseau d'augmenter leur rentabilité. En effet, à travers la gestion des dépôts et des actions, la distribution du crédit, la dynamisation des marchés financiers, la coordination des paiements et des échanges, les institutions bancaires jouent un rôle important dans la création monétaire.

La mesure dans laquelle les individus épargnent est affectée par leurs préférences pour la consommation future par rapport à la consommation actuelle, leurs attentes de revenus futurs et, dans une certaine mesure, par le taux d'intérêt.²

La banque ne peut pas fonctionner sans recevoir d'épargne, c'est la raison pour laquelle elle développe des stratégies et des techniques bancaires pour augmenter ses ressources qu'elle utilise pour financer l'économie.

L'objectif de notre modeste travail est de pouvoir répondre à la problématique suivante : **comment les banques contribuent-elles à la collecte de l'épargne ?** De cette problématique se dégagent d'autres questions secondaire, y compris :

- Quels sont les principaux déterminants du comportement d'épargne ?
- Quelles sont les moyens adoptés par les banques pour attirer les clients à épargner ?
- Pourquoi les banques ne peuvent pas résorber toute l'épargne qui se trouve hors circuit économique?

Pour aborder cette problématique, il est évident de formuler des hypothèses qui serviront de base à l'exploration et à l'analyse de notre étude et nous présentons les deux hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : les stratégies de collecte des ressources au niveau d'une banque dépend de la diversification et du développement du service bancaire.

Hypothèse 2 : les banques adoptent de différentes politiques, qui lui permettent de se rapprocher de ses clients, et d'attirer plus de clients, ainsi de fidéliser les anciens.

¹<https://www.etudier.com/dissertations/R%C3%B4le-Des-Banques-Dans-l'%C3%89conomie/12930.html>

²<https://www.britannica.com/topic/saving>

Objet de recherche

Notre travail de recherche consiste à éclairer les approches de l'épargne, citer les différents déterminants ainsi que les moyens et les diverses techniques de placement appliquées dans la réalisation de la contribution du décideur bancaire à la collecte de l'épargnes.

Ainsi exposer les obstacles qui empêchent les banques algériennes de collecter les ressources nécessaires à l'exécution de leurs activités.

Méthodologie de recherche

Pour mener à bien notre travail et répondre à notre problématique de recherche et aux questions posées, nous avons adopté une méthodologie de recherche bibliographie et documentaire touchant un éventail de revues, d'articles scientifiques, d'ouvrages, thèses ayant traité le sujet.

Structure de document :

Afin d'atteindre cet objectif, notre travail de recherche sera structuré en trois chapitres :

Dont le premier chapitre intitulé «le cadre théorique de l'épargne et ces déterminants» s'intéresse aux approches théoriques de l'épargne et les différents déterminants qui l'influencent, ainsi que l'utilisation de l'épargne dans le circuit économique.

Le deuxième chapitre s'intitule « Les politiques de la collecte des dépôts bancaires », consacré à la présentation des différents placements bancaires, les moyens de la collecte des dépôts bancaires ainsi que les avantages et les obstacles de la collecte de l'épargne.

Le dernier chapitre, porte sur « l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie », ce chapitre est composé de deux section dont la première porte sur l'épargne des ménages de 1980 à 2000, la seconde s'intéresse au l'épargnes des ménages de 2000 à 2020.

Ainsi, notre travail se terminera par une conclusion générale qui permet d'affirmer ou d'infirmer les hypothèses de départ.

CHAPITRE I

ASPECTS THEORIQUES SUR L'EPARGNE

INTRODUCTION :

Dans le circuit économique, les ménages apparaissent comme les propriétaires des facteurs de production, qu'ils mettent à la disposition des entreprises.

D'autres part, ils reçoivent une rémunération (salaire, intérêts, dividendes, ...etc.) qui leur permet d'acheter des biens et services dont ils ont besoin pour répondre à leur divers besoins. En générale les ménages ne dépendent pas de la totalité de leurs revenus, mais ils en épargnent une partie.

De ce fait, ils remplissent la fonction d'épargnant. Cependant, les ménages ne sont pas les seuls à dépenser trop, les entreprises aussi.

Section 01 : approche théorique de l'épargne et ses déterminants

1. Approche théorique de l'épargne

1.1 Définitions de l'épargne :

L'économie théorique propose un certain nombre de définitions du terme, chacune de ces définitions insiste sur un ou quelque aspect particulier.

- **Définition économique** : Au niveau individuel, l'épargne implique de ne pas utiliser le revenu, la richesse ou le budget actuel pour des dépenses immédiates, mais plutôt de s'abstenir de le faire afin de le dépenser plus tard .L'incertitude quant à l'avenir (Revenus futurs et/ou dépenses futures) est l'une des raisons les plus courantes d'économiser de l'argent. Épargner de l'argent peut simplement signifier ne pas dépenser une partie du revenu disponible pendant un certain temps, soit parce que le revenu est supérieur à ce que les consommateurs veulent acheter, soit parce que les produits souhaités ne sont pas disponibles actuellement mais le seront à l'avenir.

« L'épargne est donc la partie non consommée du revenu disponible. Au niveau macroéconomique, elle correspond à la somme de l'épargne des ménages, des entreprises et les administrations ».³

- **Le dictionnaire d'économie** : « L'épargne est la fraction du revenu qu'un agent économique ne consomme pas immédiatement. Pour une période donnée, le flux de revenu décompose donc en un flux de consommation et un flux d'épargne. L'épargne est un flux qui augmente la valeur du patrimoine ».⁴

L'épargne selon les grandes écoles de la pensée économique :

Les classiques considèrent l'épargne comme élément premier avant l'investissement. L'épargne donne lieu à des investissements qui sont financés par de la monnaie exogène. Ces investissements vont augmenter la capacité de production des entreprises et également le progrès technique qui constitue un facteur majeur de la croissance, comme l'ont dit Schumpeter et Kondratieff dans leur théorie des cycles de la croissance. Ces investissements vont permettre aux entreprises d'atteindre de nouveaux marchés en établissant une offre appropriée. Les entreprises sont ainsi plus aptes à faire face à la concurrence. L'épargne génère donc l'offre. Or, pour les classiques, la demande dépend de l'offre. Les investissements entraînent une

³Patrick, villieu : « macroéconomie consommation et épargne. »,éditionLa Découverte, paris 2020, P 04.

⁴ALAIN BEITONE ANTOINE CAZORLA-ESTELLE HEMDANE, « DICTIONNAIRE DE SCIENCE ECONOMIQUE » ,Dunod éditeur,2019 p265

augmentation des embauches, ainsi qu'une hausse des revenus, qui va à son tour entraîner une augmentation de la demande, une hausse de la consommation.⁵

Keynes décrit le comportement d'équilibrage d'une manière très simple, qui dit : « personne ne conteste que l'épargne soit l'excès du revenu sur la dépense pour la consommation ».⁶ Si le revenu des ménages excède leurs dépenses de consommation, ceux-ci augmentent leur épargne. Selon Keynes, l'épargne est seulement fonction du revenu, ce qui signifie que le revenu courant est la variable explicative. La consommation précède donc l'épargne car le revenu est d'abord affecté à la consommation, et le reste est alors attribué à l'épargne.

Dans la théorie néoclassique, l'épargne représente un moyen de différer la consommation dans le temps. L'individu acceptera ainsi de renoncer à la consommation présente car l'épargne réalisée lui permettra d'accroître sa consommation future.

1.2 Les motifs de l'épargne :

Selon le psychologue économique Katona (1975), l'épargne est fonctions de deux ensembles de facteurs :

- La capacité et la possibilité d'épargner, soit le facteur économique: le revenu résiduel après les dépenses. Les personnes avec un revenu élevé (suffisant) sont plus en mesure d'épargner que les personnes avec un revenu faible (insuffisant);
- La volonté d'épargner, soit le facteur psychologique: la motivation à épargner.

En combinant les raisons d'épargner de Keynes(1936) et Katona(1975), les six motifs d'épargne suivants peuvent être distingués:

- a. Le motif de transaction: une somme d'argent mise de coté pour atteindre un objectif spécifique, comme acheter une maison, une voiture ou partir en voyage dans le futur.
- b. Le motif de précaution¹: l'épargne tampon, l'incertitude quant à l'avenir et la protection contre une perte de revenu imprévue ou des dépenses énormes.

⁵ <http://www.klubprepa.fr/Site/Document/Document.aspx?IdDocument=5031#:~:text=L'%C3%A9pargne%20est%20donc%20origine,donec%20facteur%20de%20la%20croissance..>

⁶Thierry Tacheix : « l'essentiel de la macroéconomie.», Gualino éditeur, paris, 2000, p36

<http://www.africmemoire.com/part.3-chap-i-revue-de-la-litterature-776.htm/> 28/03/2022. a 22 :58.

c. Le motif de précaution²: Investir pour répartir les revenus dans le temps et maintenir un niveau de consommation stable. Ceci est particulièrement important pour les personnes dont les revenus sont imprévisibles, comme les petites entreprises.

d. Le motif d'avenir: l'épargne dans le cadre d'un régime de retraite, de prévoyance, ou de vieillesse.

e. Le motif du legs : épargné pour les enfants et les petits-enfants.

f. Le motif de spéculation: un individu met de l'argent de côté pour augmenter son patrimoine, par exemple en investissant dans le logement ou dans des actions.

Il existe deux types d'épargne de précaution: l'épargne tampon et la répartition des revenus dans le temps. Avec l'épargne tampon, l'individu pourra économiser une somme d'argent pour couvrir des dépenses imprévues. L'achat d'une assurance s'inscrit également dans cette optique de précaution.

Cependant, toutes les pertes potentielles ne peuvent pas être assurées. L'épargne de précaution augmentera pendant les récessions où la confiance des consommateurs est faible, car les gens sont incertains et pessimistes quant à leur avenir (indice de confiance faible) et peuvent anticiper des revenus plus faibles, des impôts plus élevés et/ou des pertes d'emplois.

La répartition de la richesse dans le temps n'est pas réalisée comme un tampon, mais elle assure des niveaux de consommation lisses et stables. Dans les "bonnes" années, les gens épargnent une partie de leurs revenus pour les futures années "maigres".

Le concept de spéculation ne se limite pas à économiser de l'argent; cela comprend également investir de l'argent dans des actions et dans l'immobilier afin d'augmenter sa richesse. Le taux de rendement sur investissement est généralement supérieur au taux d'intérêt des comptes d'épargne, en particulier pour les placements à long terme.⁷

1.3 Les sources de l'épargne :

La différence entre un stock et une épargne est que le premier est un flux et second un stock. La mesure de l'équivalence des différents acteurs économiques est basée sur le montant d'argent qu'ils ont épargné sur une période de temps plutôt que sur leur équivalence à un certain moment dans le temps.

⁷W. Fred van Raaij : «Motifs et comportement d'épargne. » Université de Tilbourg (Pays-Bas), p89-90.

On distingue plusieurs sources de l'épargne à savoir les ménages, les entreprises, les administrations publiques.

1.3.1. L'épargne des ménages protège contre les aléas de la vie comme le chômage. Elle peut également être utilisée pour planifier des projets, qu'ils soient à court terme, comme des vacances, ou à long terme, comme des réunions d'affaires. Le financement de l'éducation des enfants et un achat immobilier, ou à long terme, comme pour le travail indépendant. Création d'un complément de retraite. Pour financer un projet, un couple peut décider d'utiliser une partie de son épargne et une partie de son crédit.⁸

1.3.2 L'épargne des entreprises : L'équivalence d'affaires représente une part importante des ressources disponibles pour financer les investissements. Y compris les intérêts, elle fournit plus de la moitié de toutes les actions privées dans la majorité des pays.⁹ L'épargne brute, dans le contexte des entreprises, est la partie des bénéfices après impôts qui n'est pas distribuée aux actionnaires. Ce séquestre permet l'autofinancement des investissements.

1.3.3 L'épargne des administrations : L'excédent net des administrations publiques correspond à la différence entre les dépenses courantes et les recettes courantes. Autrement dit, il correspond aux dépenses d'investissement du budget de l'éducation, il ne tient donc pas compte des dépenses d'investissement ou des transferts en capital. Dans un sens plus large, l'épargne nette des administrations et associée à la règle d'or selon laquelle les recettes courantes des administrations devaient, en moyenne, couvrir les dépenses courantes des administrations au cours d'un cycle économique.¹⁰

1.4 Les formes de l'épargne¹¹ : On distingue traditionnellement deux types d'épargne, l'une financière et l'autre non financière.

1.4.1 L'épargne financière est consciente des liquidités monétaires ainsi que l'épargne liquide.

⁸<https://abc-economie-banque-france.fr/sites/default/files/meddias/documents/epargne-des-menages.pdf>

⁹ Andrew Dean, Martine Durand, John Fallon et Peter Hoeller « L'épargne dans les pays de l'OCDE » : TENDANCES ET COMPORTEMENT p27

¹⁰OCDE (2016), « L'épargne nette des administrations publiques », dans Government at a Glance 2015, Editions OCDE, paris. P60

¹¹ MEHRI Néjb, FEKIH-SOUSSI Bouthaina, « ECONOMIE ET GESTION », Ecole Nationale d'administration, Tunis, Septemre2007. P6

-Les liquidités monétaires « inactives » (non déclarantes) : il s'agit de la thésaurisation des actifs sous forme de « tirelire » ou de « bas de laine », alternativement, ils sont désormais le plus souvent déposés sur des comptes bancaires ou postaux.

- L'épargne liquide, c'est-à-dire l'argent mis de côté dans un but précis, comme dans les comptes bancaires, les plus couramment utilisés étant les caisses d'épargne ou les comptes bancaires. Tous ces comptes sont payés selon les taux d'intérêt en vigueur.

1.4.2 L'épargne non financière comprend les achats de maisons unifamiliales, de maison individuelle pour les familles et les achats d'actifs manufacturiers pour les petites entreprises. Les achats sont traités comme des investissements plutôt que comme de la consommation dans ce cas. Ces investissements nécessitent des sommes importantes au moment de l'achat, qui doivent être amorties sur plusieurs années (par exemple, le remboursement d'un crédit logement peut prendre 10 à 20 ans, parfois même plus).

2. Les déterminants de l'épargne

Les économistes se sont intéressés à comprendre les multiples déterminants de l'épargne.

2.1 Les déterminants liés au revenu :

Afin de déterminer le partage du revenu entre consommation et épargne, différentes théories sont élaborées par certains auteurs à savoir: Keynes, Friedman, Duesenberry et Modigliani.

Selon Keynes, le revenu est la valeur de la production due à l'activité d'une période considérée. La somme de la consommation et de l'investissement est égale au revenu. Cette économiste considère que « l'épargne soit l'excès du revenu sur la dépense pour la consommation ». ¹²Selon la théorie Keynésienne, plus le revenu augmente, plus la consommation augmente. Cependant, sa consommation n'augmentera pas en même temps que ses revenus. Cela signifie qu'une augmentation des revenus s'accompagne souvent d'une augmentation du taux d'épargne.

Cependant, lorsque le revenu baisse, le taux d'épargne chute lui aussi (Katona 1949). Il est possible de dire que si un individu a un revenu plus élevé, sa propension à épargner

¹²John Maynard Keynes, « Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie », Édition Payot, 1969, P 85

augmentera .Par conséquent, une augmentation du revenu aura un impact sur la capacité d'un individu à épargner davantage.¹³

Friedman précise dans sa théorie du revenu permanent, que les décisions de consommation d' un individu sont basées sur son revenu permanent, qui est défini comme le revenu total d' un individu (comprenant à la fois le travail et la richesse personnelle) en valeur actuelle .Selon cette théorie, le revenu permanent de l' individu est la véritable contrainte monétaire , et les fluctuations temporaires du revenu n'ont pas d' impact significatif sur la consommation courante , l' individu effectuant un lissage de l' utilisation de ce revenu transitoire à diverses fins tout au long de sa vie.via épargne. Cette théorie prédit que l'épargne sera utilisée comme un outil de lissage de la consommation, et que l'épargne variera davantage lorsque le ménage connaît un changement temporaire de son revenu.¹⁴

La notion de revenu relatif, élaborée par Duesenberry, apporte une autre explication, sans remettre en cause la fonction de consommation keynésienne. Cette approche postule que la propension à consommer d'un ménage dépend non seulement de son revenu, mais également d'un effet de démonstration exercée par les ménages des catégories supérieures, qui pousse vers le haut la consommation de ceux des catégories inférieures.

Il suppose alors que les agents de faible revenu ont une propension à consommer plus forte que celle des agents du groupe à revenu élevé, parce qu'ils chercheront à imiter la consommation de ceux ayant un niveau de vie supérieure, cet effet est connu sous le nom de « d'effet de démonstration ou d'imitation ».¹⁵

La théorie du cycle de vie élaborée par Franco MODIGLIANI met en relation le taux d'épargne avec la structure par âge de la population. Elle a permis de construire le profil de l'épargne au cours de la vie d'un agent représentatif. Il considère aussi que la richesse est une variable explicative de la consommation.

¹³NATACHA COGNÉE, « Les déterminants de l'épargne chez le jeune travailleur Québécois», mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise ès sciences de la Gestion, Université du Québec à Montréal, Octobre 2016, p 15.

¹⁴Véronique Fournier, François Vaillancourt, «Les déterminants de l'épargne des ménages au Québec en 2007: analyse et comparaison avec le Canada et l'Ontario», Rapport de projet, Montréal, 2011, page 03.

¹⁵Moussa Keita, « ELEMENTS DE MACROECONOMIE », Ecole d'Economie, Université d'Auvergne clermont Ferrand 1, Octobre 2015, P 08

Le contexte temporel fait référence à la durée pendant laquelle un agent économique n'a pas eu d'héritage et ne souhaite pas le laisser.

Selon VILLIEU, l'hypothèse du cycle de vie fait apparaître trois phases : «la jeunesse», « l'activité » et « la retraite »¹⁶

- la jeunesse au cours de laquelle l'individu épargne relativement peu, car il anticipe des augmentations de son revenu futur, comme il emprunte, ce que lui permet de consommer sans avoir à travailler.
- la vie active qui va lui permettre de rembourser les dettes contractées tout au long de sa jeunesse grâce à un revenu du travail supérieur à la consommation, et en épargnant, d'accumuler un patrimoine qui va utiliser pendant sa retraite.
- la retraite durant laquelle il va consommer grâce à son patrimoine accumulé antérieurement. C'est la phase de désépargne.¹⁷

Les comportements d'endettement et d'épargne sont fortement liés à l'âge du consommateur : durant la période d'activité, l'épargne est réalisée, et se transmet à la consommation pendant la période de jeunesse et de retraite, impliquant qu'il n'y a pas de contrainte financière pour les jeunes. Selon cette théorie et d'un point de vue macroéconomique, les déterminants principales du taux d'épargne sont la croissance démographique et économique.¹⁸

2.2 Les variables monétaires :

Les économistes ont longtemps considéré que la consommation et l'épargne dépendaient du taux d'intérêt et du niveau général des prix.

2.2.1 Le taux d'intérêt :

Le taux d'intérêt découle de l'offre et de la demande de monnaie. C'est le prix qui équilibre offre et demande de monnaie. L'impact de l'augmentation ou la diminution des taux d'intérêt sur l'épargne est a priori ambigu. Si le taux d'intérêt augmente, l'épargne sera plus attractive que

¹⁶Les déterminants de l'intensification du volume de l'épargne N° 196 - OCTOBRE-DÉCEMBRE 2008 - REVUE TIERS MONDE 903

¹⁷Tacheix Thierry, «l'essentiel de la macro-économie », Gualino éditeur, Paris, 2000, p 42

¹⁸Patrick VILLIEU, «Macroéconomie consommation et épargne», Édition La Découverte, Paris, 2002, p 43.

la consommation immédiate.¹⁹ En conséquence, les ménages réduisent leur consommation afin d'épargner et de préserver leur patrimoine. C'est ce qu'on appelle l'effet de substitution. D'autre part, si le taux d'intérêt augmente, l'agent sait qu'il en tirera un avantage financier à l'avenir car il a des investissements. En conséquence, il va davantage chercher à consommer. C'est ce qu'on appelle « l'effet revenu ». Cependant, des taux d'intérêt réels élevés découragent l'investissement dans le logement, qui est l'un des facteurs les plus puissants de la formation de l'épargne des ménages.

Selon Keynes, le taux d'intérêt est déterminé par la rencontre de l'offre et de la demande de monnaie. Ce taux n'est pas une récompense de l'épargne, à l'abstinence, mais plutôt une prime au renoncement à la liquidité, à la thésaurisation.

Il pense que les individus préfèrent la richesse liquide, qui peut être utilisée pour effectuer un paiement immédiatement, à toute autre forme de richesse. En l'absence de taux d'intérêt, les créanciers graviteraient naturellement vers la forme finale de liquidation. Donc le taux d'intérêt détermine en revanche la répartition de l'épargne entre encaisses monétaires et titres.

Le schéma keynésien :

Offre de monnaie → taux d'intérêt → demande de monnaie préférence pour la liquidité

Selon les classiques, l'interaction d'une demande d'emprunt et de l'offre d'épargne des agents non financiers, est le déterminant du taux d'intérêt. En effet, il est justifié par leur préférence pour le présent, ce qui s'explique par l'impatience et l'incertitude sur la durée de vie humaine (l'agent économique préfère ce qu'il peut avoir maintenant à ce qu'il ne peut pas avoir demain).

- Le schéma classique :

Demande de monnaie → offre de monnaie → taux d'intérêt

2.2.2 L'inflation:

L'inflation est une situation de hausse généralisée et durable des prix des biens et des services. Cette situation correspond à une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie.

¹⁹<https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/%C3%A9pargne/48579>

Épargner de l'argent est seulement une option économiquement attractive si le taux d'intérêt est supérieur au taux d'inflation. De nombreux consommateurs négligent le taux d'inflation, lorsque ils considère le taux d'épargne et le taux d'intérêt.²⁰

Il est rationnel d'épargner moins d'argent quand le taux d'inflation est élevé, car pendant cette situation économique, il y aura une diminution du pouvoir d'achat, ce que mène les consommateurs à faire des choix, par conséquent, cela engendre une baisse de la consommation dans plusieurs secteurs de l'économie, surtout si les revenus n'augmentent pas au même rythme que les prix. L'instabilité économique que cela engendre affecte toute la société, autant les consommateurs que les investisseurs ou les entreprises.

Une inflation trop élevée gruge ainsi l'épargne, ce qui peut notamment impacter la planification de la retraite des ménages

2.3 Les variables budgétaires :

2.3.1 La fiscalité:

La fiscalité de l'épargne est un véritable outil de politique économique .Les réalités économiques et sociales des États ne sont pas toujours les mêmes ; il existe une disparité importante dans les régimes d'imposition des différents pays du monde.

Les impôts peuvent être composés de trois catégories: impôts sur le revenu du travail, impôts sur le revenu du capital et impôts sur la consommation.

Dans la pensée classique, Ricardo pense qu'un impôt sur le revenu des ménages doit être doux, juste et suffisant pour stimuler l'offre. Plusieurs autres développements théoriques militent en faveur d'une fiscalité neutre, stable et équitable afin d'apporter une aide efficace à l'épargne des ménages.

Selon le raisonnement keynésien, Une baisse de la fiscalité de l'épargne en échange d'une baisse des cotisations sociales peut se traduire par une légère mais symbolique augmentation du pouvoir d'achat .L'épargne en souffrira un peu au profit de la consommation et de la croissance. Dans le même temps, il suspendra temporairement l'impôt sur les sociétés.

²⁰W. Fred van Raaij, «Motifs et comportement d'épargne», Université de Tilbourg (Pays-Bas), p92

2.3.2 Le désencadrement du crédit :

Les crédits doivent, en tant que tels, avoir un impact positif sur la propension à consommer en ce sens qu'ils permettent aux gens d'épargner de l'argent lorsqu'il est disponible.

Cependant, cette influence devrait s'avérer temporaire puisque les ménages doivent, tôt ou tard, obtenir les ressources financières nécessaires au remboursement des crédits.

La prise en compte de cette variable dans l'explication de la variation de l'épargne repose sur l'idée que l'intervention des pouvoirs publics dans les rouages économiques et financière de plusieurs pays, surtout ceux qui sont en voie de développement, en limitant, l'étendu de l'intermédiation bancaire, constitue un obstacle majeur à la mobilisation des ressources d'épargne.

2.4 Les variables psychologiques :

Elles portent essentiellement sur des variables d'ordre qualitatif.

2.4.1 La confiance s'impose comme une condition essentielle entre les ménages et les institutions financières de collecte de l'épargne. Ces dernières travaillent à évacuer l'attitude de méfiance ou d'hostilité que la plupart des ménages ont à leur égard.

On distingue deux facteurs qui font partie de la confiance :

- 1) **La proximité** c'est l'un des facteurs de la confiance, proximité est donc une notion large qui rapproche le prêteur et l'emprunteur, l'épargnant et le collecteur.

La proximité est la situation de quelque chose ou de quelqu'un qui se trouve proche d'une autre chose ou de quelqu'un d'autre, dans l'espace ou dans le temps. EDDY Bloy et Célestin MAYOUKOU(1994), distinguent trois composantes de la proximité.²¹

²¹Pierre Alain Youmbi, « les déterminants de l'épargne des ménages au Cameroun », DESS en gestion financière et bancaire, université de Douala, 2003

La proximité culturelle : c'est le partage des mœurs identiques, la connaissance de la culture de son partenaire. Elle permet de mesurer l'importance qu'accorde le prêteur ou l'emprunteur aux traditions, aux coutumes et aux mœurs dans les transactions financières;

La proximité spatiale : elle renvoie non seulement à un rapprochement spatial entre prêteur et emprunteur mais aussi au droit de regard que devrait exercer l'épargnant sur la banque. Cette proximité spatiale permet de connaître les besoins de l'épargnant et finalement d'internaliser l'information;

La proximité relationnelle évoque une sorte de partenariat entre les parties prenantes. Elle implique l'existence des relations personnalisées, la circulation de l'information et la construction d'un capital de confiance réciproque. La proximité relationnelle tend à compenser l'éloignement physique.

- 2) **La sécurité** est incontournable dans l'échelle de construction de la confiance. Elle repose sur trois conditions : le lieu matériel, l'implantation et l'apparence physique.

La qualité du personnel en place et la sécurité financière à travers la valeur de remboursement ou de liquidation du titre acheté qui doit être au mieux égale à sa valeur d'origine ou à sa valeur d'acquisition . Elle peut être aussi sentie à travers la possibilité d'épargne à chaque occasion qui se présente et de retirer son argent dès qu'un besoin se manifeste.

2.4.2 La diversification de l'offre en produits d'épargne

La diversification de l'offre de produits de mobilisation est au cœur des motifs de la demande keynésienne de la monnaie et d'incitations à épargner .Une offre de produits financiers plus large et plus sophistiquée permet aux ménages de mieux gérer leurs portefeuille d'investissement, de diversifier leur risque et de rechercher le meilleur rendement pour le risque associé à leurs investissements. Ce concept peut également être envisagé sous l'angle de l'innovation financière. Cela accélère la mise en œuvre de nouveaux instruments de placements, de stratégies de gestion des risques et d'assurance contre les risques. Elle facilite ainsi la mobilisation de l'Épargne. La diversification qui combine les raisons de la demande de monnaie (motif de précaution, de spéculation et de transaction), les motivations de l'épargne (précaution, projets à exécuter et rendements) est une innovation financière basée sur la

disponibilité d'actifs financiers adéquats en quantité et qualité pour répondre aux besoins exprimés et latents encouragent l'épargne des ménages.²²

Section 02: l'utilisation de l'épargne dans le circuit économique

Les agents économiques, disposent des ressources propres de financement, se révèlent insuffisantes pour répondre aux besoins de la consommation et d'investissement.

1. Les capacités et les besoins de financement :

Le financement de l'économie permet la rencontre des agents à besoin de financement (emprunteurs) et des agents à capacité de financement (prêteurs). Les échanges des ménages, des entreprises et de l'État sont représentés au moyen du marché des fonds prêtables, dont le prix est le taux d'intérêt

- **La notion de capacité de financement :**

On dit qu'un agent détient « une capacité de financement » lorsque ses recettes sont supérieures à ses besoins. Il présente donc un solde positif, ses ressources étant supérieures à ses emplois (consommation ou investissements).

Ressources > Emplois => « Capacité de financement »

On distingue trois principales catégories d'agents économiques, qui sont : les ménages, les entreprises et l'Etat. Parmi ces trois catégories, seuls les ménages présentent habituellement une situation d'excédent de financement. En effet, même si les ménages ont des besoins de financement à court terme pour consommer, et à plus long terme pour investir (principalement dans l'acquisition de leur logement), leurs ressources (revenus du travail, revenus de la propriété, et revenus de transfert) restent supérieures à leurs besoins.

²²Pierre Alain Youmbi, « les déterminants de l'épargne des ménages au Cameroun », DESS en gestion financière et bancaire, université de Douala, 2003

- **La notion de besoin de financement :**

Lorsqu'un agent économique a des ressources inférieures à ses besoins, on dit qu'il est un agent à besoin de financement. Les acteurs économiques reçoivent de la monnaie et consomment ou investissent une partie ou la totalité de ce pouvoir d'achat. Parmi ces agents, les entreprises et l'Etat sont structurellement en situation de déficit de financement.

➤ **Les entreprises :** Pour assurer le développement de son activité, l'entreprise doit trouver les fonds nécessaires au financement de ses investissements (besoins à long terme) : remplacement, accroissement ou modernisation de l'appareil de production, elle doit également faire face à des besoins de financement liés au cycle d'exploitation de son activité (besoins à court terme) : financement des achats de marchandises par exemple. En outre, le cycle d'exploitation présente presque toujours un décalage entre les dépenses d'exploitation et les recettes d'exploitation. En effet, bien avant les ventes, l'entreprise doit financer sa production. Or, elle ne dispose pas nécessairement des ressources internes suffisantes (l'autofinancement) pour financer ces besoins. Elle est donc amenée à s'adresser soit au système bancaire soit directement au marché financier.

➤ **L'Etat :** L'Etat est aujourd'hui un véritable acteur de la vie économique. Par ses décisions en matière de politique économique, l'Etat intervient sur les fonctions de consommation, d'investissement dans le but de soutenir ou relancer l'activité économique : construction d'infrastructures telles que des hôpitaux, des écoles ; subventions aux entreprises..., et pour remplir son rôle de d'Etat-providence, l'Etat se trouve bien souvent dans une situation déficitaire ; cela signifie que les recettes de l'Etat sont insuffisantes pour assurer le financement de ses dépenses.

Donc en générale le terme « financement économique », fait référence au processus des entreprises cherchant à financer leurs investissements productifs, ceux qui travaillent dans l'administration publique, le plus fréquemment, ils doivent financer leur dette, ainsi que celle des ménages qui ont financé leur achat de logement. Si chacun de ces agents pouvait financer la totalité de son investissement avec son propre argent (épargne), il n'y aurait pas besoin d'un système financier bien développé. Seuls les ménages, cependant ont une capacité financière constamment positive, cela leur fait perdre la variable du système financier stratégique. Les entreprises sont des agents qui ont structurellement besoin de financement car leurs projets d'investissement sont souvent réalisés avec leurs propres ressources.

Depuis la fin des années 1970, Les administrations publiques sont aussi structurellement emprunteuses. En réalité, il peut exister des entreprises ayant une capacité de financement, mais globalement, les ménages sont en capacité, alors que les entreprises et les états sont en besoin.²³ Alors, La capacité ou le besoin de financement peut être mesuré de la même façon en tant que solde comptable soit dans le compte de capital, soit dans le compte des opérations financières. On peut donc le calculer comme suit : (L'épargne- les acquisitions + les cessions d'actifs non financiers non produits + les transferts en capital à recevoir- la formation brute de capital - les transferts en capital à payer), Il est également possible de le mesurer comme la différence entre l'acquisition nette d'actifs financiers et l'accroissement net des passifs. Les actifs (et passifs) financiers comprennent : l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux, le numéraire et les dépôts, les valeurs mobilières, les actions et autres participations, les réserves techniques d'assurance et les autres comptes à recevoir ou à payer.²⁴ Les entreprises privilégient une forte autonomie financière obtenue à partir des capitaux mis en réserve, pour financer les dépenses anticipées d'investissement et d'exploitation qui s'y réfèrent. L'indépendance y est essentielle ; la préservation du patrimoine économique, est la priorité absolue des gestionnaires et ce, bien au-delà d'une seule génération. Cette caractéristique se répercute dans le financement. Ce constat conforte l'hypothèse selon laquelle il existe une hiérarchie des sources de financement.

De fait, les entrepreneurs préfèrent généralement financer leurs projets de manière à minimiser les effets de contrôle externe et de dilution du capital. Dans cette optique, ils utilisent d'abord leurs ressources internes avant de s'endetter tandis que l'ouverture de leur capital à des investisseurs externes constitue une mesure de dernier recours.²⁵ Les entreprises semblent hiérarchiser leurs ressources de financement en privilégiant l'autofinancement au détriment des ressources externes. Le financement externe est une solution de deuxième ordre (second best) auquel l'entreprise recourt lorsque ses capitaux mis en réserve ne suffisent pas à financer des projets d'investissement non anticipés (Myers et Majluf 1984)²⁶. La banque est un partenaire essentiel de l'entreprise. Elle intervient à tous les moments clés, depuis la création jusqu'au financement des investissements importants, en passant par les facilités de trésorerie ou

²³Jean-pierre Biasutti, Laurent Braquet, Comprendre le système financier, Bréal, 2010

²⁴https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/na_glance-2011-11-fr.pdf?expires=1652537384&id=id&acname=guest&checksum=86B8A27DC7A657E618EA1C02DAEDD736

²⁵<https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/576/8/1/106492>

²⁶*Théorie de l'ordre économique financier*, Myers et Majluf, 1984

l'accompagnement de programmes de développement à l'exportation.²⁷ Cette capacité et besoin de financement peuvent être présentés sous formes de deux types de financement : direct et indirect

2. Les types de financement : direct et indirect

Souvent les capacités de financement d'un pays ne suffisent pas à satisfaire l'ensemble des besoins de financement des agents économiques nationaux. Dans ce cas, il sera fait appel à des capitaux provenant des agents économiques étrangers. Si plusieurs agents économiques peuvent prêter de la monnaie (financement direct) : les fournisseurs (crédits fournisseurs), les particuliers entre eux (un père prête de l'argent à son fils), les entreprises (achat/vente d'obligations ou d'actions)..., les agents à besoin de financement s'adressent également aux établissements de crédit (financement indirect) pour obtenir des prêts.

Toutefois, avec la libéralisation des marchés financiers et les innovations techniques (notamment la gestion des comptes titre par Internet), les agents économiques ont de plus en plus recours au financement direct au détriment du financement intermédiaire ou indirect en raison du coût qu'il représente.

2.1 Le financement indirect (ou financement intermédiaire)

On désigne par financement indirect le mécanisme par lequel un agent économique obtient de la monnaie en s'adressant aux institutions financières. Le système bancaire joue alors un rôle d'intermédiaire : on parle d'intermédiation bancaire. Lorsqu'une économie se finance essentiellement grâce au rôle d'intermédiation des banques, on parle d'une « économie d'endettement ».

_ Le mécanisme du financement indirect :

Le financement indirect désigne le mécanisme par lequel des établissements financiers collectent, d'un côté, les dépôts et les épargnes des agents à capacité de financement (principalement les ménages) et prêtent, de l'autre, aux agents à besoin de financement (principalement les entreprises). L'épargne disponible étant insuffisante pour combler tous les besoins de financement de l'économie, les banques commerciales utilisent leur pouvoir de création monétaire pour répondre à ce déficit. Pour ce service, ces intermédiaires financiers se rémunèrent par le biais des intérêts qu'ils font payer aux demandeurs de capitaux.

²⁷<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs->

[00515707/file/Un_Test_de_la_ThA_rie_du_Financement_HiA_rarchisA_sur_DonnA_es_de_Panel_FranA_aises_MOLAY_2006_.pdf](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00515707/file/Un_Test_de_la_ThA_rie_du_Financement_HiA_rarchisA_sur_DonnA_es_de_Panel_FranA_aises_MOLAY_2006_.pdf)

Le financement indirect représente donc un coût qui peut se révéler important. C'est la raison pour laquelle de plus en plus d'entreprises s'adressent directement au marché financier : on parle de désintermédiation bancaire.

- les établissements bancaires fournissent à leur clientèle une grande variété de services : gestion des comptes de dépôts et des opérations de change, règlements automatiques de certaines factures (téléphone,...), opérations en bourse, placements variés (fonds commun de placement...), location de coffre...

2.2 Le financement direct

On désigne par financement direct le mécanisme par lequel un agent économique à besoin de financement obtient des ressources sans l'intermédiaire d'un acteur financier (banques), en s'adressant directement à un agent économique à capacité de financement. Lorsqu'une économie se finance principalement grâce aux marchés financiers, on parle d'une « économie de marché financier ».

_ Le mécanisme du financement direct :

L'agent économique à besoin de financement (principalement les entreprises et l'État) émet des titres sur le marché financier qui sont achetés par les agents à capacité de financement. Pour ce faire, il va s'adresser au marché financier et proposer des valeurs mobilières de placements. Ces valeurs mobilières prennent principalement la forme d'actions et d'obligations. Lorsqu'il s'agit d'émission de nouveaux titres, l'agent économique émetteur s'adresse au marché financier primaire (encore appelé marché du neuf). Pour les valeurs mobilières déjà émises, les échanges s'organisent sur le marché financier secondaire (encore appelé marché de l'occasion).²⁸

²⁸www.maxicours.com

Conclusion

Le comportement d'épargne est l'une des composantes importantes de l'économie. La littérature économique théorique a permis de mettre en exergue le rôle du revenu (revenu courant, permanent ou relatif) dans la formation de l'épargne.

La théorie du cycle de vie de Modigliani apporte une explication purement qualitative à la formation de l'épargne en mettant en lien le niveau d'instruction ainsi que de l'âge à l'évolution de l'épargne.

L'épargne est un phénomène complexe, du fait qu'il ne peut être maîtrisé à cause de sa grande sensibilité vis-à-vis de plusieurs facteurs à caractères économique, sociale, variant d'un pays à autre et d'une région à une autre.

Mais il garde toujours une grande importance économique et sociale, du fait qu'il joue le rôle d'énergie principale de l'activité économique, et il contribue dans l'assurance du bien être des personnes

CHAPITRE II

LES POLITIQUES DE LA COLLECTE DES DEPOTS BANCAIRES

Introduction :

Le système bancaire et financier d'un pays fait référence à un ensemble d'institution, de marchés, d'instruments financier et de circuits qui permettent la réalisation d'une variété de transactions financières telles que le crédit, le placement et l'introduction en bourse.

La banque tente d'attirer un grand nombre de clients consommateurs, particuliers et entreprise en leurs proposant un service à la carte et une panoplie qui répond à leurs exigences, Ces exigences sont devenues la principale source d'inspiration pour le développement de produits et de services.

Les dépôts dans une banque sont ce qui constitue une banque, les ressources qui soutiennent l'aspect le plus intéressant de son travail.

Dans ce chapitre, on va exposer les types de placements bancaires, et les moyens mobilisés par les banques pour attirer un grand nombre de clients, ainsi de souligner la stratégie de fidélisation de la clientèle.

Section 01 : les placements bancaires

Le placement bancaire est un moyen de faire fructifier l'épargne, dans le but d'obtenir un meilleur rendement futur des sommes placées de la part des personnes physique ou morales.

Il s'agit, tout simplement, d'une forme d'épargne déposée auprès d'une banque. La durée du placement est très variable, à court terme, moyen ou long terme. Les établissements bancaires proposent plusieurs types de placement d'argent correspondant à tous les profils.

1. Les placements à vue :

Les placements ou les avoirs à vue sont des dépôts spéciaux et des comptes non bloqués générant une rémunération pour l'épargnant qui se caractérisent par le fait de n'avoir pas le délai ou de disposer d'un délai court. Les clients peuvent mettre leurs épargnes à la bonne place, c'est le fait de déposer des fonds avec la possibilité de les retirer à tout moment et sans préavis, la disponibilité de l'épargne à vue est sa caractéristique la plus importante. Son principal inconvénient est son manque de rentabilité.²⁹

Premièrement le compte courant, le contrat de ce compte est celui dans lequel les parties conviennent de garder une trace de toutes les dettes et obligations réciproques afin qu'elles puissent être réglées immédiatement en les fusionnant en une seule vente disponible. On distingue la partie qui inscrit une créance au crédit du compte (rendement) et celle au débit du compte (le récepteur), plutôt que de séparer les opérations. Toutes les transactions sont enregistrées sur un seul compte pour un règlement unique et mondial à la fin.³⁰

Ensuite le compte de chèques, est un compte bancaire qui permet à son titulaire d'effectuer des opérations financières quotidiennes en lui permettant de garder son argent à portée de main et de le retirer au besoin.

Les restrictions sur les transferts et les transactions sont souvent moins strictes pour les comptes de chèque que pour les comptes d'épargne. Les particuliers ont la possibilité d'ouvrir un compte de chèque, qu'ils soient en affaires ou non. Etant donné que la vente est principalement composée de créanciers, la banque peut autoriser des découverts occasionnels en échange du paiement en temps voulu de la dette.³¹

²⁹BERNET-ROLLANDE , « principes de technique bancaire » 25^e édition dunod ,paris ,2008 page 94

³⁰<http://Fsjest.Uae.ac.ma/Fsjest/cours/Banque>

³¹<https://www.bmo.com>

Puis, le compte sur le livret ou le livret bancaire, est un type de prêt dont le taux d'intérêt n'est pas réglementé et fixé à la discrétion de l'institution financière. Le taux annoncé est faible, c'est-à-dire avant déduction des cotisations sociales et des intérêts imputés dans le cadre de l'impôt sur le revenu. C'est un terme qui fait référence à l'acte de transférer de l'argent d'un compte à non régularisation, permet à l'épargnant de déposer les montants de son choix et de disposer sans formalités de son épargne s'il le désire, les intérêts commencent à courir sur les dépôts le 1^{er} du mois suivant la date du dépôt.³²

2. Les placements à terme :

Contrairement à une vue d'épargne, une durée d'épargne implique d'accepter de la laisser à la disposition du déposant pendant une durée déterminée, sous peine de perdre tout ou partie des avantages prévus. Le principale avantage d'une épargne à terme est en principe, sa rentabilité, et son principal inconvénient est son indisponibilité. On peut distinguer dans cette catégorie le bon de caisse, le bon de trésor, le bon d'épargne, le compte à terme, et le certificat de dépôt, ainsi le bon à moyen terme négociable.³³

Le bon de caisse est un produit d'investissement personnel réalisé par l'intermédiaire d'une banque ou d'un autre établissement financier et représenté par le reçu d'un bon nominatif. Il peut également être obtenu auprès de l'Etat. Le fonctionnement d'un bon de caisse, dont le paiement n'est effectué qu'à l'échéance, le distingue d'un engagement qui donne droit à un intérêt annuel. Le prêteur est remboursé à la fin du prêt et reçoit des intérêts en plus du taux d'intérêt convenu. La durée typique d'un prêt bancaire est comprise entre un et cinq ans, selon les besoins de l'emprunteur. Plus le placement dure longtemps, plus le taux d'intérêt est élevé. Toutefois, le bon de caisse peut être remboursé par anticipation, au moins trois mois après sa diffusion. Les banques émettent généralement deux types de bons de caisse : les bons de caisse anonymes si l'acheteur n'a aucun moyen de déterminer son nom sur le document ou de l'enregistrer auprès de la banque. Il est possible de les transférer d'une personne à une autre. Un bon de caisse nominative s'il contient le nom du souscripteur, il est remboursé sur

³²Jean_Marc Béguin /Arnaud Bernard « l'essentiel des techniques bancaires » Edition Groupe Eyrolles,2008

p 88

³³Luc BERNET-ROLLANDE,op,cité,p98.

présentation d'une pièce d'identité et sont transmissibles à la voix. Les intérêts sont payés conformément aux conditions de la banque et sont soumis à une taxe de 10%. À la demande du titulaire du compte, un remboursement anticipé est disponible, le taux d'intérêt à payer correspond à la période effective connue, diminué et écopé d'un point de pénalité.³⁴

Ensuite le bon d'épargne est un produit d'investissement à court terme qui s'apparente à une obligation bancaire classique à plusieurs niveaux, et il est sécurisé par un établissement financier. Pour chaque produit, le montant lié au compte d'épargne peut être différent. La durée de vie moyenne d'un certificat d'épargne est de cinq ans. Cependant, passé le troisième mois suivant la souscription, ce produit est remboursable. La rémunération d'une caution est à fois flexible et progressive, augmentant au fur et à mesure que le contrat progresse dans le temps.

Le bon de trésor est une obligation à court terme émise par le gouvernement par l'intermédiaire de l'établissement public trésor. Par conséquent, il s'agit d'un prêt du gouvernement. Ils offrent une garantie de titre, c'est-à-dire des titres qui sont garantis par le gouvernement et qui rapportent suffisamment. Les bons de trésor sont des titres émis par le trésor lors d'un emprunt public à court terme et représentent d'une créance sur l'état.³⁵

Le compte à terme, est un compte bancaire sur lequel les fonds sont détenus pendant une période déterminée avant d'être remboursés. Il existe plusieurs formules : taux fixe, taux progressif et taux variable. Certains contrats permettent d'ouvrir plusieurs comptes à terme en même temps pour varier les durées, tandis que d'autres permettent d'ouvrir un seul compte à terme avec une variété de produits d'assurance différents. Les conditions sont précisées dans le contrat signé lors de l'ouverture du compte. Ils comprennent le montant de l'acompte, la durée, sa rémunération, les pénalités éventuelles et les modalités de renouvellement du contrat. Le fonctionnement d'un compte à long terme est plus compliqué, les institutions financières proposent des rencontres d'informations aux personnes intéressées.

L'ouverture d'un compte à terme s'accompagne d'un versement unique. Cela varie selon les institutions financières, et il a un impact direct sur la rémunération. Ces placements peuvent être renouvelés ou résiliés à tout moment. Il est généralement impossible de récupérer les fonds qui ont été placés pendant la période de placement. Si le client veut

³⁴Philippe Monnier Sandrine Mahier –leFrançois « les techniques bancaires » Dunod, Paris, 2008 p 145

³⁵<https://infonet.fr/lexique/definitions/bon-du-tresor/>

utiliser son placement, il doit payer une pénalité à l'organisme avec lequel il a un contrat. Les pénalités varient selon les organismes et les montants en cause.³⁶

Après cela les certificats de dépôts, ils sont assimilés à des obligations bancaires négociables. Il s'agit donc de billets émis par des banques et souscrits par des entreprises et d'autres institutions non bancaires. Ils permettent aux institutions financières et bancaires de mobiliser des liquidités sur le marché financier tout en maintenant une séparation claire entre banques de dépôt et banque d'investissement. Seuls les premiers sont autorisés à délivrer des certificats de dépôt pour une durée inférieure ou égale à une année. Le certificat de dépôt traditionnel comporte un certain nombre de caractéristiques qui le distingue des autres types de certificats : les certificats de dépôts portent sur un montant minimal fixé, la durée des certificats de dépôt est un multiple de 10 jours et ne peut excéder cinq ans, ainsi que les certificats ne peuvent être remboursés par anticipation, ni rachetés par l'établissement émetteur, ni comporter de prime de remboursement.³⁷

Le bon à moyen terme négociable, est un titre de créance négociable, a une échéance minimale d'un an : il n'ya pas de durée maximum. Les autres caractéristiques sont identiques à celle des certificats de dépôts.

3. Les formules particulières de placement :

Certains épargnants sont déçus par le rendement des placements à formule. Cette déception peut résulter d'une mauvaise compréhension du fonctionnement de ces produits, et les services que les banques fournissent à leurs clients:

L'épargne logement, permet d'obtenir un crédit à des conditions avantageuses pour l'achat d'une résidence principale ou d'une résidence secondaire répondant à des critères précis au cours d'une période déterminée. Il existe deux types de formules : le compte logement et le plan épargne logement. Ces deux produits d'épargne réglementée associent une phase d'épargne et une phase de crédit. Leur fonctionnement est le même : plus le client épargne, plus il pourra emprunter. Il est possible de cumuler les deux produits à condition qu'ils soient domiciliés au sein de la même banque.

Premièrement le compte épargne logement est un produit réglementé par l'Etat et aussi un support facile d'accès et d'utilisation. Il est permanent des sommes que le client place, mais

³⁶<https://www.lelynx.fr/finance/livrets/compte-a-terme/>

³⁷<https://alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/96790>

avec une rémunération souvent peu attractive et un droit à prêt restreint. Ce compte fonctionne en deux phases : l'épargne puis l'emprunt. Il a pour principal objectif de financer des travaux immobiliers.

Deuxièmement, le plan épargne logement est un produit d'épargne contractuel qui permet à son titulaire de constituer une épargne dans un premier temps puis d'obtenir un prêt pour financer son logement dans un second temps. La rémunération du PEL et du CEL : le taux d'intérêt du PEL est variable selon la date d'ouverture mais une fois le compte ouvert, il est garanti. A la différence du PEL, le taux de rémunération du CEL n'est pas garanti. Fixé par l'état, il est susceptible de varier à la hausse comme à la baisse en cours de vie du compte.³⁸

4. Les placements financiers :

Les municipalités et les entreprises privées ont toutes deux besoins de capitaux pour financer leur équipement. Les municipalités ont besoin de capitaux sous forme d'obligations, tandis que les entreprises privées ont besoin de capitaux détenus ou empruntés. Les particuliers peuvent investir leur argent dans ces valeurs mobiles, qui peuvent prendre la forme traditionnelle d'actions et d'obligations ou la forme de nouveaux titres aux fonctionnalités complexes. En d'autres termes, un placement financier est un investissement en capital qui permet de financer des entreprises, des particuliers ou des politiques gouvernementales à l'aide de mécanismes d'intermédiation bancaire. Une partie de la richesse créée est ensuite distribuée aux investisseurs sous forme d'intérêt ou de dividendes en échange du risque pris et de l'éventuelle immobilisation des fonds détenus pendant la durée de l'investissement.

L'action représente une part du capital, elles peuvent être émises au porteur ou au nominatif. L'actionnaire a le droit d'assister aux assemblées ordinaires et extraordinaires des actionnaires. Il a droit de participer aux bénéfices en percevant un dividende variable en fonction des résultats. Et pour les obligations, elles représentent un titre prêt, l'obligataire a donc un droit de création.

Les obligations peuvent être nominales ou possessives. Le créancier a souvent droit à un taux d'intérêt fixe ou lié qui ne dépend pas des résultats de l'émetteur, elle est due à la même date chaque année. Il a droit à remboursement du montant payé : cela peut se faire par un achat d'actions ou par une somme forfaitaire à la fin. Il a le droit de vendre ses titres en bourse, la

³⁸Philippe Monnier Sandrine Mahier –leFrançois « les techniques bancaires », Dunod, Paris, 2008 p 147

vente a lieu au milieu du marché, soit au dessous, soit au-dessus de la valeur nominale, selon les conditions offertes aux autres emprunteurs.

Le paiement des obligations se fait en pourcentage et sur la base du coupon. Plus précisément, sans tenir compte des intérêts courus qui sont déduits du cours.³⁹

Section 02 : Les moyens mis en œuvre par la banque pour attirer la clientèle :

³⁹Luc BERNET-ROLLANDE, « principes de technique bancaire »,Dunod,paris,2008 ,P120

1. Le rôle des banques dans la collecte de l'épargne :

Le système bancaire est considéré comme le canal principal de l'épargne, où elle est conservée sous forme de dépôts.

L'épargne est alors déposée à vue (dépôts non rémunérés), mais elle est généralement déposée à terme et fait l'objet, dans ce cas d'une rémunération (taux d'intérêt créditeurs dont l'importance est fonction du montant et de l'échéance de remboursement).⁴⁰

La banque joue un rôle important dans le financement de l'économie. Sa responsabilité première est de collecter les fonds publics et de les distribuer aux agents ayant besoin de financement sous forme de crédits. A travers ses activités d'intermédiation financière et bancaire, elle gère et crée des moyens de paiement et délivre des services.

L'épargne est donc un bien économique très important, qui influence la dynamique macroéconomique, car sans l'épargne l'investissement est ralenti et la croissance économique est compromise. De ce fait apparaît l'importance de l'intervention des banques dans la mobilisation de l'épargne.

Le système bancaire accomplit deux fonctions principales :

Premièrement, une fonction d'intermédiation bancaire.

Le but de l'intermédiation bancaire est de faire correspondre les besoins de financement aux ressources disponibles .L' intermédiation assure la sécurité du dépôt et la disponibilité du prêt à l'emprunteur jusqu'à son remboursement. En conséquence, la banque s'engage envers l'emprunteur et le prêteur.

Le développement de deux activités complémentaires est induit par l'activité d'intermédiaire bancaire :

- La création monétaire : chaque crédit accroît à la fois l'activité de la banque et le compte de dépôt d' un client .Par conséquent , tout crédit augmente la masse monétaire.
- Un système de paiement qui fonctionne bien permet l'échange sécurisé de fonds entre les banques. ⁴¹

Deuxièmement, une fonction de transformation bancaire. Ces dépôts sont ensuite convertis en crédits qui sont utilisés pour financer les besoins des particuliers, des entreprises et des entités gouvernementales .La personne qui emprunte de l'argent à une banque doit payer des intérêts. Il s'agit d'une méthode de compensation d' un service en mettant une certaine somme d' argent à la banque pendant une période de temps déterminée .

⁴⁰A. benhalima, « le système bancaire algérien, textes et réalités », editiondahleb, alger 2001, p32

⁴¹<https://www.etudier.com/dissertations/Intermediation-Bancaires/249668.html>

Cette activité bancaire permet l'utilisation la plus efficace des ressources financières en établissant un lien entre l'offre et la demande, améliorant ainsi l'efficacité économique. Cependant, il est inhabituel que les dépôts et les crédits soient parfaitement équilibrés. Autrement dit, cela signifie que les dépôts doivent être convertis en crédits avant de pouvoir être utilisés.⁴²

2. Les moyens mis en œuvre par la banque pour attirer la clientèle :

Il est nécessaire de citer dans ce qui suit les grands moyens mis en œuvre par la banque dans le but d'attirer la clientèle et d'offrir un meilleur service pour eux.

2.1. Le taux d'intérêt :

Un taux d'intérêt est le prix de l'argent qu'une institution financière ou non financière prête à une autre institution. La méthode de fixation du taux varie selon les conditions de fonctionnement. Ces taux d'intérêts sont utilisés comme cibles intermédiaires pour prévaloir à des niveaux de taux d'intérêt attractifs afin d'augmenter l'épargne ou l'investissement.

Il existe une relation entre le taux d'intérêt et l'activité économique, ce qu'implique que le contrôle du taux d'intérêt est un objectif intermédiaire très important dans la politique monétaire.

Grâce à leurs interventions dans de nombreux domaines, les banques centrales jouent un rôle dominant dans l'économie du pays, D'autre part, elles sont considérées comme responsables de la politique monétaire de sorte que son rôle est la mise en œuvre de la politique monétaire de l'État.⁴³

Pour que la banque centrale limite l'inflation, elle établit un équilibre monétaire entre l'offre et la demande de monnaie grâce à la gestion de la masse monétaire.

Pour relancer la croissance, la banque centrale baisse les taux d'intérêts, afin de favoriser les conditions d'obtention du crédit pour les agents économiques (ménages et entreprises) et donc d'accroître l'investissement et la consommation. C'est donc à terme un soutien pour la croissance économique.

En période de forte croissance économique (sur liquidité), la banque centrale, réduit la quantité de monnaie en circulation, par l'augmentation des taux d'intérêts. Cela a pour effet de réduire les octrois de crédit aux agents économique, de décourager la consommation et

⁴²<https://www.lesbanquesetlasociete.be/quel-r%C3%B4le-le-secteur-financier-joue-t-il-dans-1%E2%80%99%C3%A9conomie%E2%80%89>

⁴³BOUYACOUB Brahim, «La politique monétaire et la croissance économique (cas de l'Algérie)», diplôme de Doctorat en Sciences Economiques, Université d'Oran 2, 2017/2018, p 49.

l'investissement, ainsi la demande globale. Par conséquent réaliser l'objectif de stabilité des prix c'est à dire de lutter contre l'inflation.

2.2. Le marketing bancaire :

Le marketing assure le lien entre les besoins d'une société humaine et ses activités productrices. Le marketing s'attache à identifier les besoins, à les mesurer, à choisir ceux que l'entreprise dans son sens le plus large servira en priorité et à décider des produits, et services et plans d'action correspondants⁴⁴

Le marketing bancaire est, comme son nom l'indique, est le marketing appliqué aux produits et services bancaires. il est essentiellement un marketing de service et un marketing plus ou moins contraint par la nature des services proposés.

Il englobe un ensemble des actions entreprises par les banques, visant d'une part à fournir des services pour satisfaire les besoins financiers des clients, et d'autre part à développer une image de marque distinctive qui est considérée comme le capital-réputation de l'institution financière.

Pour que la banque attire la clientèle, elle utilise cette technique pour le biais de plusieurs facteurs :

2.2.1 La publicité bancaire :

Les professionnels de marketing bancaire s'occupent depuis longtemps de la publicité bancaire. L'objectif d'éloigner cette publicité de son flou, en l'incluant dans un programme de communication plus rigoureux.

La communication bancaire doit ainsi découvrir de nouvelles orientations afin de s'adapter à une société là où la dématérialisation de la monnaie semble à son optimum. Cette évolution à laquelle s'ajoute actuellement le développement de l'information télématique, devrait permettre aux banques de s'orienter vers une nouvelle forme de communication. Il ne faut pas perdre de vue qu'une publicité informative est privilégiée.

Le premier but de la publicité reste de délivrer un message donné et le but ultime de vendre plus. Comme il existe de multiples buts tels que : ⁴⁵

Faire connaître l'organisme bancaire, conforter les clients de la banque, différencier la banque, inspirer confiance, faire connaître un nouveau produit, fidéliser la clientèle et mobiliser le personnel en contact.

La communication publicitaire s'appuie sur deux principaux types de moyens publicitaires:

⁴⁴KOTLER.P, DUBOIS.B, « Marketing management », Edition public-union, Paris, 1997, p 34.

⁴⁵Geneviève Paviot, «La communication publicitaire et la réputation des banques», 1995, p 103.

- La publicité sur lieu de vente: les dépliants, les calendriers....
- La publicité hors lieu de vente: la presse ...

L'une des techniques de la publicité sur le lieu de vente on trouve **les dépliants**. Ce dernier est défini comme un document commercial ou publicitaire qui est constitué généralement de plusieurs pages et qui se déplie lors de la lecture.⁴⁶

Il permet d'écrire une quantité d'informations plus importantes, présentation de l'entreprise, lancement d'un nouveau produit, présentation d'un événement. Parmi les outils de présentation, c'est le plus simple, le plus accessible.

Afin que le dépliant ne soit pas surchargé, il est conseillé de lister les informations essentielles que l'organisation souhaite transmettre :⁴⁷

- Le logo et le slogan de l'entreprise ;
- La présentation de l'entreprise ;
- Ses tarifs ;
- La présentation de ses produits et services ;
- Mettre les coordonnées et moyens de contacts de l'organisation;
- La présentation d'un événement ;
- Des photos de produits de l'entreprise;

Une deuxième technique, **Les logotypes**.⁴⁸ Un logotype, plus couramment appelé « logo », est un groupe d'éléments graphiques ou une représentation graphique spéciale au nom de la banque. C'est un élément clé de l'identification, il sert à identifier visuellement, de façon immédiate cette banque, qu'elle symbolise de manière permanente et spécifique, en vue de se faire reconnaître des clients et de se différencier des concurrents d'un même secteur.

Le logo doit donc être :

- facile à comprendre et à mémoriser dès le premier regard
- unique et cohérent avec le secteur d'activité et les clients

⁴⁶<https://www.definitions-marketing.com/definition/depliant-publicitaire/>

⁴⁷<https://www.printbasprix.com/blog/tout-savoir-sur-les-depliants/>

⁴⁸<https://www.marketing-etudiant.fr/logo.html>

- intemporel
- facilement déclinable sur les différents supports sur lesquels il est appelé à figurer

Ensuite le **calendrier bancaire**, qui est un outil de communication classique et toujours efficace, son format cartonné rigide et rebordé permet de faire passer des messages publicitaires toute l'année.⁴⁹

Ce sont les organismes bancaires qui, les premiers, ont personnalisé ce support pour être visibles toute l'année auprès de leurs clients, particuliers et professionnels.

Il est devenu un cadeau de la banque très apprécié, le calendrier bancaire personnalisé est à la fois utile et décoratif, il permet de marquer les dates importantes tout en mettant en avant le logo de la banque.

Enfin, les sponsors, c'est une technique de communication, il désigne un soutien financier ou matériel apporté à un événement, une entité ou un individu par un partenaire annonceur en échange de différentes formes de visibilité de nature publicitaire liées à l'événement ou l'individu soutenu.⁵⁰

Cette démarche permet de développer la visibilité d'une marque ou d'une entreprise, de renforcer l'image de marque d'une société, de bénéficier d'avantages fiscaux, c'est à dire les entreprises qui pratiquent du mécénat peuvent en effet prétendre à des déductions fiscales, et enfin, d'associer les clients et fournisseurs.

Parmi les techniques de la publicité hors le lieu de vente, apparait **l'Internet** avec une plus grande importance:

Selon KOTLER & DUBOIS (2003) «l'internet remet en cause les positions concurrentielles : certaines entreprises en profiteront, d'autres disparaîtront », cette affirmation montrent que l'internet est devenu un canal incontournable pour les entreprises.

Internet sera le marché financier de demain et pour en tirer profit, les banques doivent préparer leur stratégie dès aujourd'hui. L'avènement du commerce électronique se caractérise par un changement dans le comportement d'achat et même d'utilisation des produits et des services par les clients.⁵¹

De nouveaux canaux de distributions viennent s'implanter : Internet minitel, plates-formes téléphoniques, commerce électronique, e-banking et autres.

⁴⁹<https://www.ameline-calendrier.fr/c/16-calendrier-bancaire-classique>

⁵⁰<https://www.definitions-marketing.com/definition/sponsoring/>

⁵¹LynnaSamanta MBOCK, «L'optimisation de la stratégie multicanal d'une institution financière», Université Catholique d'Afrique Centrale, Maîtrise en Economie de Gestion, 2008.

Ces nouveaux moyens multiplient les opportunités de contact avec la clientèle qui, quant à elle, recherche de plus en plus la proximité et la facilité d'utilisation.

La presse est un ancien média adopté par les banques en raison de ses avantages multiples, tels que : un temps de réservation très court, il propose également de la publicité informative et une forte pénétration et forte sélectivité géographique de l'actualité régionale, couvrant tous les niveaux de la population de la zone de diffusion, sélectionnée en fonction du profil des lecteurs des médias nationaux.

Les lecteurs font beaucoup confiance aux annonces d'actualités, en particulier quand elle est régional.

2.2.2 L'innovation :

L'innovation désigne l'introduction sur le marché d'un produit ou d'un procédé nouveau ou significativement amélioré par rapport à ceux précédemment élaborés par l'unité légale.⁵²

Deux types d'innovation sont distingués : les innovations de produits (biens ou services) et de procédés (incluant les innovations d'organisation et de marketing).

- **L'innovation de produit** correspond à la création, la recherche, le développement et le lancement de produits nouveaux, ou encore l'amélioration d'un produit déjà existant. Elle est considérée pour les banques un moyen essentiel de conservation et de conquête de parts de marché.

Les produits bancaires comportent plusieurs paramètres : le montant, le rendement (ou cout), l'échéance, sécurité, fiscalité et la disponibilité.

Plusieurs caractéristiques sont associées aux produits bancaires :⁵³

- Les produits bancaires se caractérisent par une longue durée de vie. Ils ne sont pas brevetables. En conséquence, ils sont facilement imités
- Leur développement, ou son absence, est régi par la réglementation bancaire
- La vente de produits bancaires est réalisée sans recours à des intermédiaires

⁵²<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1182>

⁵³ZERIGUI Khadidja, «Stratégie et lancement d'un nouveau produit bancaire Cas de la carte « PERLE » de la Société Générale Algérie », Thèse de Magister, spécialité : Management, sous la direction du Professeur : M. BOULENOUAR Bachir, année Universitaire 2011/2012, Oran. P 59.

- La dernière caractéristique concerne le type de service, lorsque la banque sollicite l'aide de son client pour accomplir une tâche, comme remplir un bordereau ou utiliser des systèmes bancaires automatisés.
- **L'innovation de procédé** repose sur l'introduction de nouvelles méthodes ou l'amélioration sensible de méthodes déjà existantes dans les activités de production de la banque. Ces méthodes peuvent impliquer des moyens techniques, matériels ou logiciels.

Les innovations de procédé permet le plus souvent de réduire les coûts de fabrication ou de distribution, d'améliorer la qualité, de produire ou distribuer des produits nouveaux ou améliorés .⁵⁴

Elle est le plus souvent invisible pour le client, mais très bénéfique pour la banque.

2.3. La garantis des dépôts

L'article 118 d'ordonnance 03/11 du 26 aout 2003 ; relative à la monnaie et au crédit ; stipule que : « les banque doivent participer au financement d'un fonds de garantie des dépôts bancaires en monnaie nationale, crée par la banque d'Algérie.

Chaque banque est tenue de verser au fonds de garantie une prime annuelle de garantie d'un pour cent (1%) au plus du montant de ces dépôts. Le conseil fixe chaque année le montant de la prime visée à l'alinéa précédent. Il fixe le montant de la garantie maximale accordée à chaque déposant.

Les dépôts d'une personne auprès d'une même banque sont considérés, pour les besoins de présent article, comme un dépôt unique même s'ils sont en diverses monnaies.

« Cette garantie ne pourra être mise en jeu qu'en cas de cessation de paiements de la banque. Elle ne couvre pas les montant avancés par les banques en elle-même »

⁵⁴https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:Process_innovation/fr

Conclusion

dans ce chapitre, nous avons expliqué les concepts liés aux placements bancaires et financiers, ainsi que la politique de collecte des dépôts bancaires et les outils que la banque utilise pour améliorer son image, renforcer sa position sur le marché, et pouvoir faire face aux menaces que présentent les banques concurrentes.

La banque s'efforce de fidéliser et de réengager ses clients en utilisant diverses stratégies, notamment la publicité, le marketing, la formation, les nouvelles technologies, l'adoption de stratégies de fidélisation de la clientèle et le lancement d'offres promotionnelles selon les âges et les professions.

La banque est toujours en innovation, afin d'offrir des méthodes pour assurer un service de qualité en investissant des ressources importantes dans de nouvelles initiatives centrées sur le client et la qualité des produits. En conséquence, la banque essaie de se concentrer sur le contact humain et l'établissement de relations comme condition de maintien de la clientèle.

CHAPITRE III

L'EVOLUTION DE L'EPARGNE DES MENAGES EN ALGERIE DE 1980 à 2020

Introduction :

Les indicateurs économiques nous permettent d'évaluer et de comparer la richesse des Etats, Pour obtenir des données plus précises, nous allons nous appuyer sur certains indicateurs à savoir, les taux d'intérêt réels, le taux l'inflation et le revenu national disponible, ainsi que le PIB par habitant, enfin l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie, nous allons également analyser les facteurs économiques et politiques qui influencent l'évolution de l'économie algérienne au fil du temps. De 1980 à 2020. En utilisant les données de l'office national des statistiques et les données de la banque mondiale ainsi la perspective monde.

Ce chapitre sera divisé en deux sections, chacune montre l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie sur la période 1980 à 2020.

Dans la première section, nous allons étudier l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie de 1980 à 2000 selon quelques indicateurs à savoir le revenu nationale disponible, le taux d'intérêt réels et le taux d'inflation.

Dans la deuxième section, nous allons également examiner l'évolution de l'épargne des ménages avec les mêmes indicateurs couvrant la période allant de 2000 jusqu'à 2020, une période qui est marquée par des changements majeurs dans le système bancaire algérien.

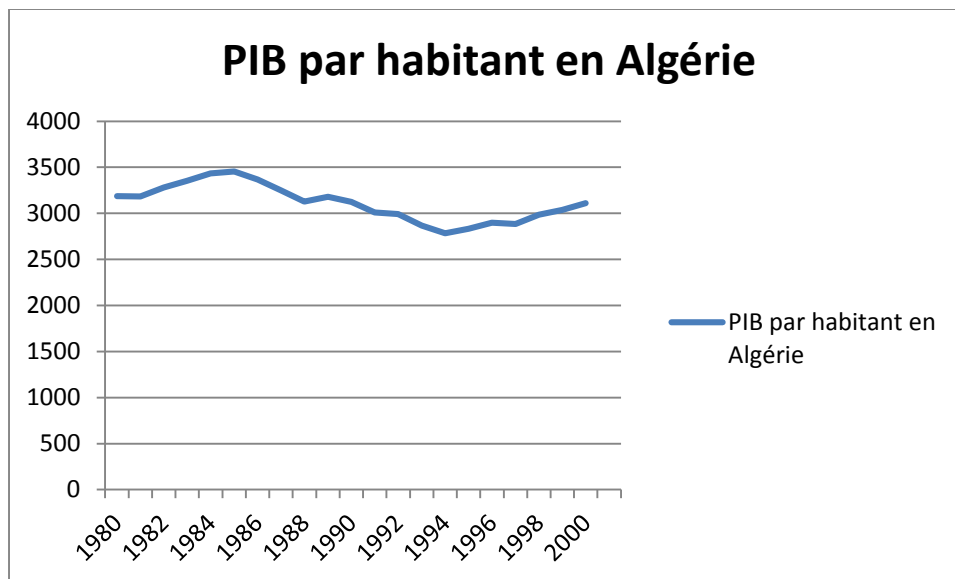
Section 01 : l'épargne des ménages de 1980 à 2000

Dans cette section, nous examinerons l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie durant la période 1980 à 2000, qu'est marquée par un faible niveau de développement dû à la fin de la guerre, le choc et le contre choc pétrolier, ainsi une économie administrée.

1. L'évolution de PIB par habitant en Algérie (1980-2000) :

Le PIB par habitant est un indicateur économique qui permet de comparer les richesses créées par plusieurs pays au cours d'une période donnée. Il s'agit du rapport entre le PIB qui représente l'ensemble de la production de biens et services produits par un pays et la population résidente de ce pays. Le but d'étudier le PIB/ habitant de l'Algérie, dans notre analyse est de pouvoir classer l'économie algérienne entre les pays en développement d'une part, et d'autre part savoir si les fluctuations de cette variable influence sur le bien être des ménages algériens.

Figure 01 : Evolution de PIB par habitant en Algérie de 1980 à 2000



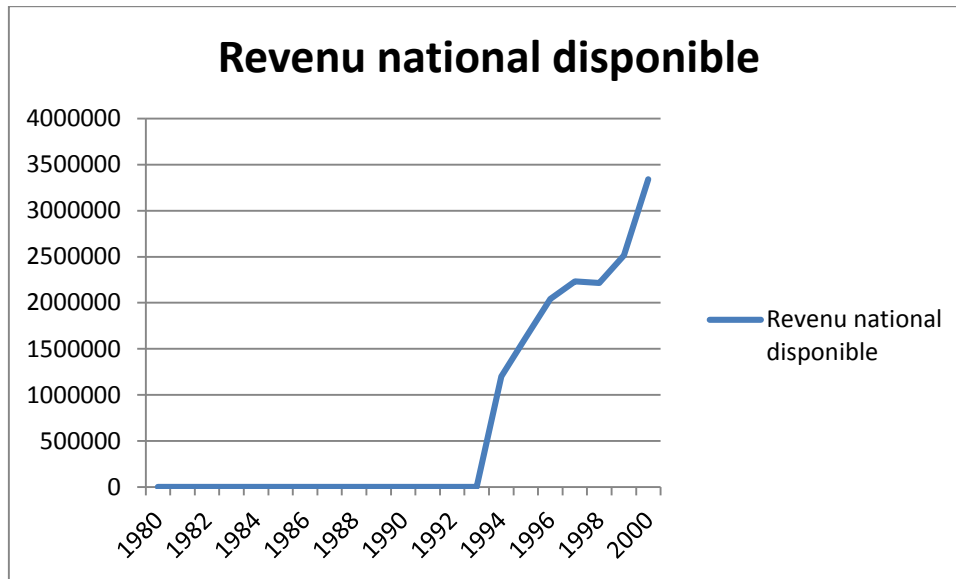
Source : réalisé par nos soins à partir des données de perspective monde, consulté le 28/05/2022

Durant la première période de (1980-1986), l'Algérie a connu un taux de croissance relativement élevé, Au cours de la deuxième période, de (1987-1998) on observe que la croissance du PIB par habitant était plus faible, la crise enregistrée par l'Algérie en 1986, à la suite de la baisse importante du prix de pétrole entraînant une chute des revenus d'exportations des hydrocarbures a coïncidé avec un niveau d'endettement élevé, hérité des périodes de forts investissements dans le secteur public.

2. L'évolution de revenu national disponible (1980-2000) :

Le revenu national disponible est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il se définit comme la somme de tous les revenus reçus par les ménages résidant dans un territoire donné, moins les transferts courants versés par ces derniers aux autres secteurs institutionnels.

Figure 02 : l'évolution de revenu national disponible en Millions DA (1980-2000)



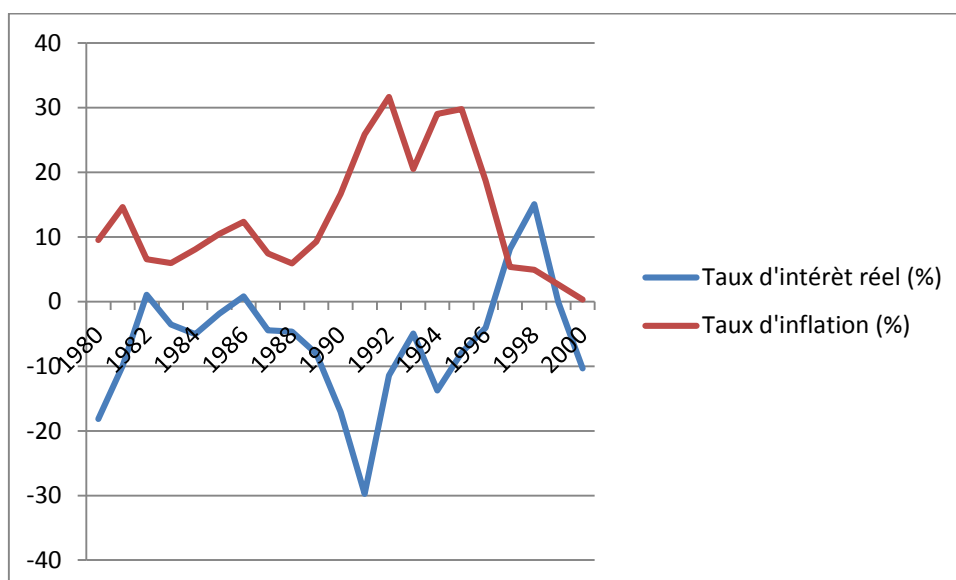
Source : réalisé par nous a partir des données de l'ONS, consulté le 24/05/2022

Le graphe ci-dessus nous renseigne sur l'évolution de revenu national disponible de 1980 à 2000. Durant la période de 1980 à 1992, le revenu national disponible était faible et presque stable, à cause de l'activité économique qui n'était pas très dynamique, ainsi le taux était très élevé, se qu'est s'est traduit par un revenu national faible pour faire face à une population en plein croissance démographique. La deuxième période de 1993 à 2000, l'augmentation du revenu continue toujours mais plus rapide que la première période, grâce à l'amélioration de l'exportation des hydrocarbures. Donc on constate que cette augmentation du revenu dans toute cette période est due au boom pétrolier.

3. L'évolution de taux d'intérêt réel et le taux d'inflation de 1980 à 2000 :

Les taux d'intérêt réels sont des variables importantes pour l'économie, car ils influencent directement les deux principaux postes de la demande : la consommation et l'investissement. Sur la période qui a précédé les années 90, la banque centrale d'Algérie n'était pas indépendante et ne faisait que financer la trésorerie. Cette période s'est caractérisée par des taux d'intérêt fixes qui ne variaient pas selon la loi du marché, à des niveaux bas avec des taux d'intérêt réels négatifs. Comme l'Algérie avait opté pour un système centralisé où les prix étaient subventionnés et prédéterminés, le taux d'inflation était plutôt raisonnable mais maintenu artificiellement.

Figure 03 : l'évolution de taux d'intérêt réel et taux d'inflation (%) en Algérie 1980 à 2000



Source : calculs réalisés par nous à partir des données de perspective monde et de l'ONS. Consulté le 25/05/2022

Lorsque le taux d'intérêt réel couvre le taux d'inflation de manière significative, il sert d'incitation à augmenter le montant d'argent en banque.

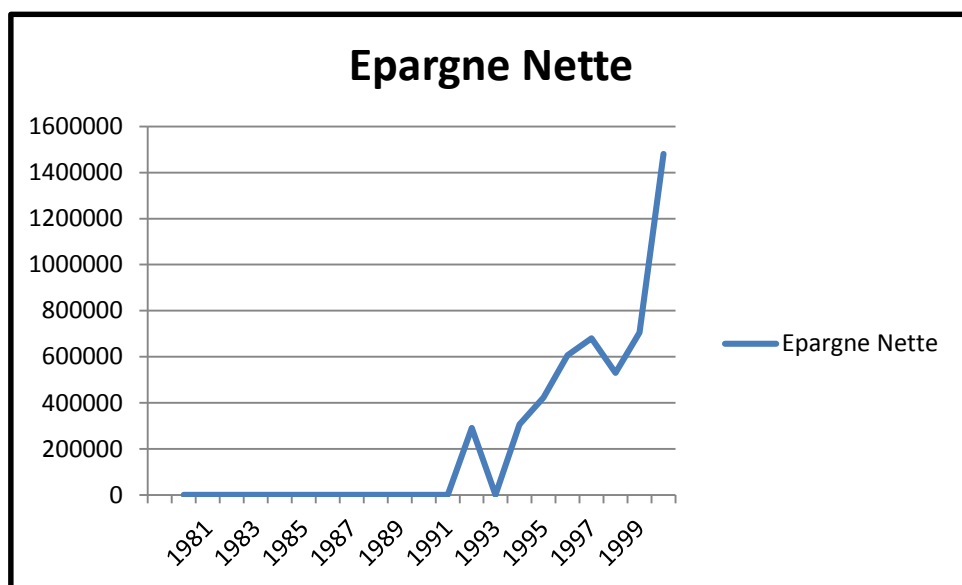
Le graphe ci-dessus, nous informe sur l'évolution du taux d'intérêt réel et le taux d'inflation de 1980 à 2000, cette période a connu un taux d'inflation moyen élevé, sachant que les autorités ont eu recours à l'émission monétaire pour financer la dette publique. La volonté du gouvernement de se diriger vers une économie de marché la poussé à la libéralisation des prix en 1994, ce qui a induit une forte augmentation des prix. Cette année là, a connu un taux d'inflation de 29.05%. A partir de 1998, la baisse des salaires, en plus de la politique monétaire

restrictive a conduit à une baisse du taux de liquidité, par conséquent une diminution de la demande globale et ainsi une diminution du taux d'inflation, qui a connu son niveau le plus bas en 2000 (0.34%).

l'Algérie a enregistré un taux d'intérêt réel de 1980 jusqu'à 1996 négative qui peut indiquer qu'il y a un problème sous-jacent dans l'économie Algérienne.

4. L'évolution de l'épargne des ménages en Algérie de 1980 à 2000 :

Figure 04 : l'évolution de l'épargne en Algérie de 1980 à 2000



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS, consulté le 01/06/2022.

En observant ce graphique, on constate que l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie peut être divisée en deux périodes :

De 1980 à 1990, l'évolution est positive, avec une légère augmentation, cela est dû à la stratégie de nationalisation, qui est entièrement financée par les recettes d'exportation des hydrocarbures. Ces revenus ont permis de dégager une épargne intérieure considérable dont celle des ménages.

L'épargne des ménages de 1990 à 1996 a doublé. Elle est passée de 139785.4 Millions de DA à 606273.5 millions de DA, avec une maintenance d'un rythme de croissance accéléré avant de connaître une baisse à partir de 1993 et durant toute la durée du programme. L'une des

répercussions économiques de ce programme est l'ajustement structurel, commencé depuis 1997, le rythme a encore augmenté.

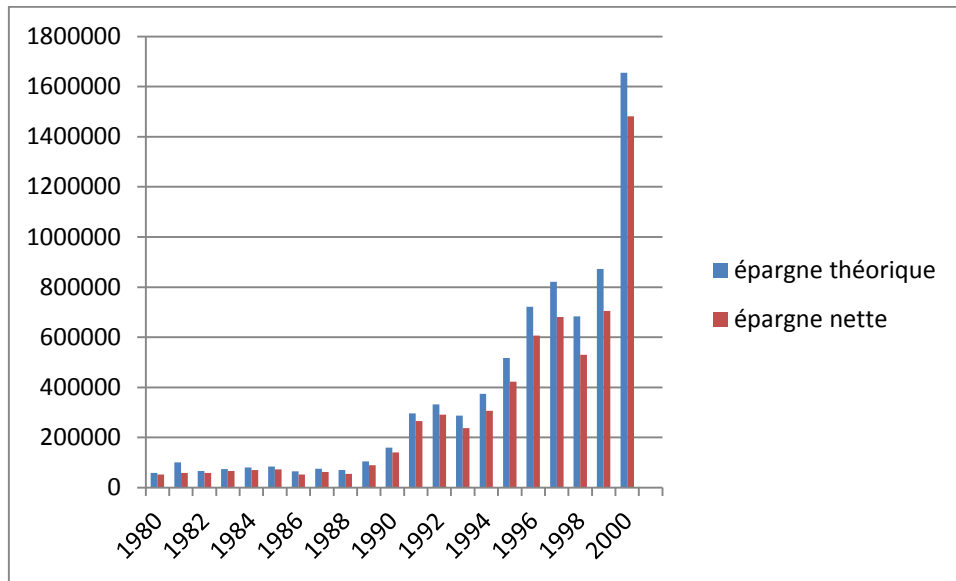
Nous avons pu calculer l'épargne des ménages par une méthode indirecte à partir du revenu national disponible et de la consommation des ménages en utilisant la formule suivante :

$$\text{Épargne} = \text{Revenu National disponible} - \text{Consommation Finale des ménages}$$

Tableau n° 01 : Calcul de l'épargne théorique.

	Revenu National Disponible	Consommation Finale des ménages	Épargne théorique
1980	125991,8	67816,5	58175,3
1981	149680,9	48575,3	101105,6
1982	158212,7	92648,5	65564,2
1983	177265,2	103048	74217,2
1984	202185,2	122372,5	79812,7
1985	220328,8	136423,1	83905,7
1986	216605,8	152195,1	64410,7
1987	224715,1	149865,7	74849,4
1988	278490,2	208875,7	69614,5
1989	362208,6	257269,8	104938,8
1990	464305	305042,3	159262,7
1991	705846,8	410049,9	295796,9
1992	870211,5	538844,5	331367
1993	925857,5	639067,6	286789,9
1994	1201277,6	826754,5	374523,1
1995	1620166,5	1103081,9	517084,6
1996	2040668,8	1319393,2	721275,6
1997	2232877,8	1411669,5	821208,3
1998	2214676,2	1531502,9	683173,3
1999	2515148,7	1642338,5	872810,2
2000	3340686,3	1684862,8	1655823,5

Source : réalisé par nous a partir des données de l'ONS

Figure 05 : l'évolution de l'épargne nette selon l'épargne théorique

Source : réalisé par nous à partir des données de l'épargne nette prise de l'ONS.

Cette comparaison entre l'épargne nette et l'épargne théorique a comme but de mettre en lumière l'épargne hors circuit économique, et ainsi trouver les causes de cette thésaurisation.

D'après le graphe, on peut constater une différence remarquable entre les sommes d'épargne collectées par les banques, et celles calculées par nous même à partir des données de l'ONS, l'écart entre l'épargne théorique et l'épargne nette constitue l'épargne hors circuit économique. Cette thésaurisation est causée par certain obstacles que nous allons expliquer dans la deuxième section.

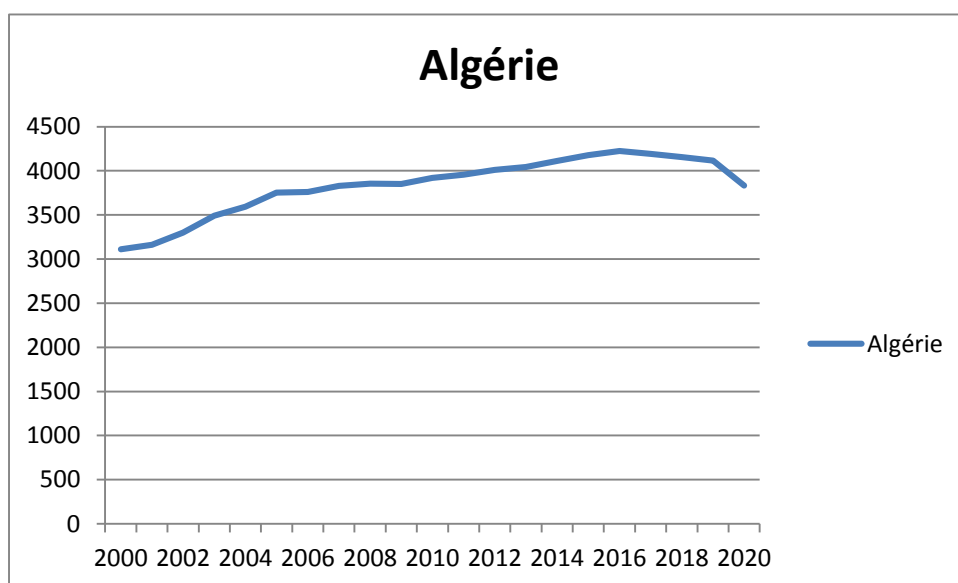
Section 02 : l'épargne des ménages de 2000 à 2020

Plusieurs événements se sont produits en Algérie entre 2000 et 2020, dont une augmentation persistante du volume et du prix des exportations d'hydrocarbures, qui a permis au pays d'améliorer significativement sa position extérieure, et une augmentation des termes de changes. Mais en 2014, c'était une chute des prix des hydrocarbures. Durant cette période, les pouvoirs publics ont mis en place une politique budgétaire expansionniste en lançant une panoplie de programmes d'investissement, qui ont comme objectif le soutien de la croissance, l'amélioration des conditions sociales de vie des personnes, et la diminution du taux de chômage.

Dans cette section nous allons mettre en avant l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie de la période allant de 2000 jusqu'à 2020.

1. L'évolution de PIB par habitant en Algérie (2000-2020)

Figure 06 : Évolution du PIB par habitant (2000-2020) (en Milliards de Dollars constant 2010)



Source : réalisé par nos soins à partir des données de perspective monde, consulté le 28/05/2022

D'après le graphe, on remarque que le PIB/habitant de l'Algérie est en croissance continue depuis 2000. Cette période est marquée par la crise économique de 2008, qui a causé une baisse importante des prix de pétrole, ainsi le cas du contre choc pétrolier de 2014.

L'année 2019 a enregistré une baisse des PIB/habitant, à cause des dégâts économiques engendrés par la crise du COVID-19.

L'Algérie est la quatrième économie du continent africain, et la deuxième dans la sous-région de l'Afrique du Nord, après l'Égypte. Entre 2000 et 2014, l'Algérie a connu une aisance financière qui lui a permis de réaliser des investissements publics de grande ampleur et développer et mettre en place de vastes programmes de développement nationaux, régionaux et locaux avec d'importantes enveloppes budgétaires visant à réduire les disparités sous toutes leurs formes.

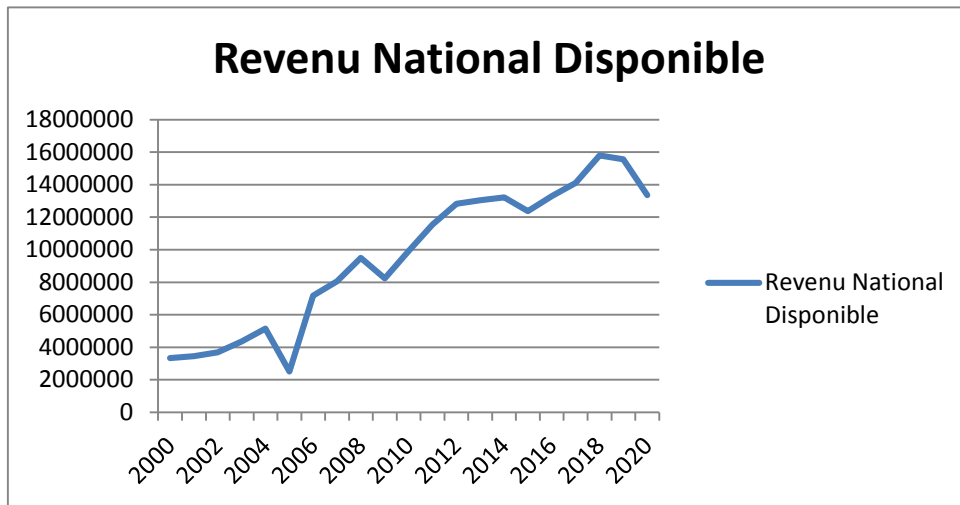
Au cours de la période allant de 1970-2011, l'Algérie a investie 665.78 milliards de dollars, la Tunisie n'a investie que 166.83 milliards, le Maroc 351.39 milliards, tandis que l'Égypte 445.5 milliards. Donc l'Algérie a pu investir presque quatre fois plus que la Tunisie et 90% de plus que le Maroc, et presque 50% que l'Égypte. Or ces pays ont enregistré des taux de croissance plus élevés que ceux de l'Algérie, ce que signifie que les efforts d'investissements n'ont pas été accompagnés d'une croissance conséquente.⁵⁵

L'Algérie est considéré comme un pays d'une grande surface, avec une population de 43 millions, et une richesse importante, mais cette richesse n'est pas bien exploiter afin de permettre le bien être de ses citoyens, vu que certains d'entre eux souffrent de conditions de vie dure, comme la pauvreté, le chômage, des salaires faible, et des services sanitaires limités.

⁵⁵ Ahmed BOUYACOUB, « Investissements massifs pendant cinquante ans, pour quelle croissance ? », Les cahiers du CREAD n° 100-2012, P42.

2. L'évolution de revenu national disponible (2000-2020) :

Figure 07 : Evolution du Revenu national disponible en Millions DA [2000-2020]



Source : les données de l'ONS, consulté le 24/05/2022

Après 2000, le revenu des ménages a continué d'augmenter, grâce à diverses politiques gouvernementales, notamment :

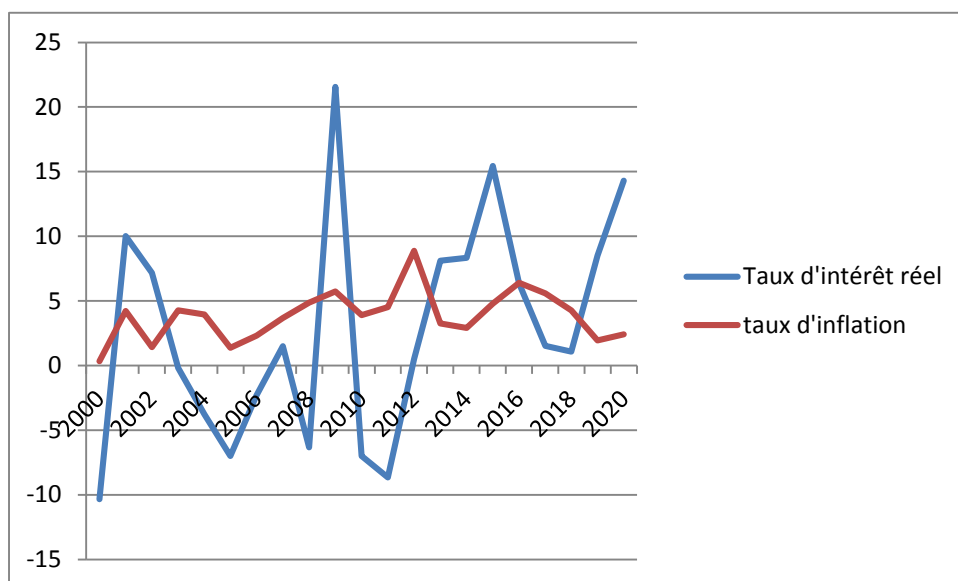
- Une augmentation des salaires de la fonction publique en 2001 et 2008;
- Une augmentation du salaire minimum garanti de 25 % en 2004
- En 2005, un programme de privatisation de 270 entreprises s'est soldé par un profit pour le gouvernement, permettant un investissement de 1 milliards de dollars, et la création de 7000 nouveaux emplois.

Le revenu des ménages après 2010, a enregistré une augmentation continue, c'est dû au fait que l'administration reste une grande pourvoyeuse d'emplois, et aussi parce que les salaires qui y ont cru fortement entre 2010 et 2012.

Mais à partir de 2019, le revenu des ménages a connu une baisse considérable, à cause de la pandémie du COVID-19, qui a créé une crise politique et économique au niveau du pays, touchant l'économie réelle algérienne.

3. L'évolution du taux d'intérêt réel et le taux d'inflation en Algérie de 2000 à 2020

Figure 08 : Évolution de taux d'intérêt réel et du taux d'inflation en % [2000-2020]



Source : Banque mondiale, et l'ONS consulté le 25/05/2022

Selon le graphe, nous remarquons que l'inflation apparaît sur une tendance haussière. En 2000, l'Algérie a enregistré un taux d'inflation de 0.33% , qui est le taux le plus bas jamais atteint jusqu'à nos jours. Cela s'explique par une austérité budgétaire : le solde budgétaire globale exprimé en pourcentage du PIB a atteint un pic de 10% en 2000 contre 8.7% en 1994, contribuant significativement à la réduction de la demande globale. ⁵⁶

Ainsi que le contexte d'une bonne stabilité des prix sur le marché international de l'énergie à partir de 2000, l'économie algérienne se caractérise par de bonne performance (balance des paiements excessive, désendettement, amélioration de la situation des finances publiques, amélioration de la liquidité bancaire) qui ont abouti à un taux de croissance appréciable et la maîtrise de l'inflation. ⁵⁷

⁵⁶ SAMI. S , HOSSEIN ,DIAF, « Essai de modélisation de l'inflation en Algérie », Mémoire de Master, Economie et finance, INPS ALGER, 2007 p 40.

⁵⁷ MEHYAOUI Ouafâa, « Les Déterminants de l'inflation en Algérie : Etude Empirique », mémoire de Doctorat, Sciences commerciales « Finance », Université d'Oran 2, 2019, p 179

Ensuite, elle commence à augmenter pour atteindre 4,27% en 2003 et à reculer à hauteur de 1.38% en 2005, causé de la baisse sur les marchés internationaux des prix des produits alimentaires de base.

C'est en 2006 que l'inflation commence à progresser d'une manière légère, jusqu'au 2009 où elle atteint 5,74% . Puis elle baisse pendant l'année 2009-2010. D'après l'ONS, l'inflation qui s'est manifestée en 2011 après une année de désinflation, a connu un regain de vigueur en 2012, pour atteindre 8.89%, considéré comme forte inflation tirée par une hausse relativement importante des prix des biens alimentaires et la flambée des prix des produits agricoles frais.⁵⁸

L'inflation continue de décroître en 2014, et s'accélère au début de 2015 jusqu'à 2017, passant de 4.78% à 5.59% en 2017. Son rythme a ralenti depuis cette années, pour atteindre 2.42% en 2020, qui est un taux faible réalisé grâce aux politiques de lutte contre l'inflation mises en place pendant cette période, dans le but de maintenir la stabilité des prix.

Les taux d'intérêts quant à eux ont connu plusieurs changements. L'Algérie n'a commencé à avoir des taux d'intérêt réels positifs qu'à partir de 2001 jusqu'à 2002, grâce à la maîtrise de l'inflation. Puis ils ont des valeurs négatifs entre 2004 et 2009, à la même période où l'inflation augmente.

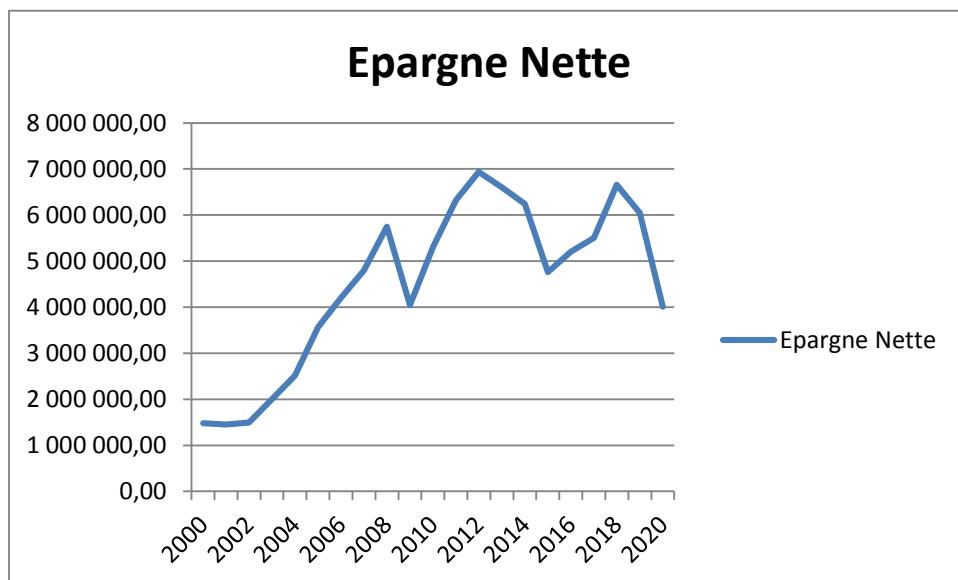
Ensuite il augmente d'une manière favorable et importante, ou il a atteint un pic de 21,569% en 2009, puis il retourne à sa diminution négative.

Ces taux d'intérêts sont devenus favorables pour les années de 2012 à 2020, qui sont marquées par une baisse de l'inflation par rapport aux années précédentes.

⁵⁸ Radia BENZIANE , « Relation entre taux d'intérêt et Inflation en Algérie : 1990-2015 », EL-BahithReview 17/2017, p85.

4. L'évolution de l'épargne des ménages (2000 – 2020)

Figure 09 : Évolution de l'épargne des ménages en Millions de DA (2000 -2020)



Source : réalisé par nos soins à partir des données de l'ONS, consulté le 01/06/2022.

D'après le graphe nous remarquons que l'épargne des ménages est en augmentation continue de 2000 jusqu'à 2008, passant de 1 481 270,80 millions de DA en 2000 à 5 750 328,3 Millions DA en 2008, suite à plusieurs causes : l'augmentation des salaires de la fonction publique en 2001, l'augmentation du salaire minimum garanti de 25 % en 2004. Ajoutons à ça un programme de privatisation de 270 entreprises en 2005, qui s'est soldé par un profit pour le gouvernement, permettant un investissement de 1 milliards de dollars, et la création de 7000 nouveaux emplois. Ensuite l'épargne a connu une baisse due à la crise de 2008.

Le niveau de l'épargne nationale constaté à partir de 2009 ressent une nette amélioration, elle est en grande partie imputable aux augmentations des salaires dans le secteur public, et du SMIG. Selon les données de l'ONS, entre 2009 et 2012, l'épargne nette est passée de 4 043 686,50 Millions de DA à 6 934 917,90 Millions de DA. La consommation finale des ménages en 2013 a été de 5770 Milliards de DA (selon les données de l'ONS), ce qui laisse une épargne de 6 604 135,30 Millions de DA .

De 2000 à 2015, l'Algérie a réussi à protéger son économie contre les effets de la crise mondiale, a augmenté le nombre d'investissements productifs et elle a amélioré le soutien aux

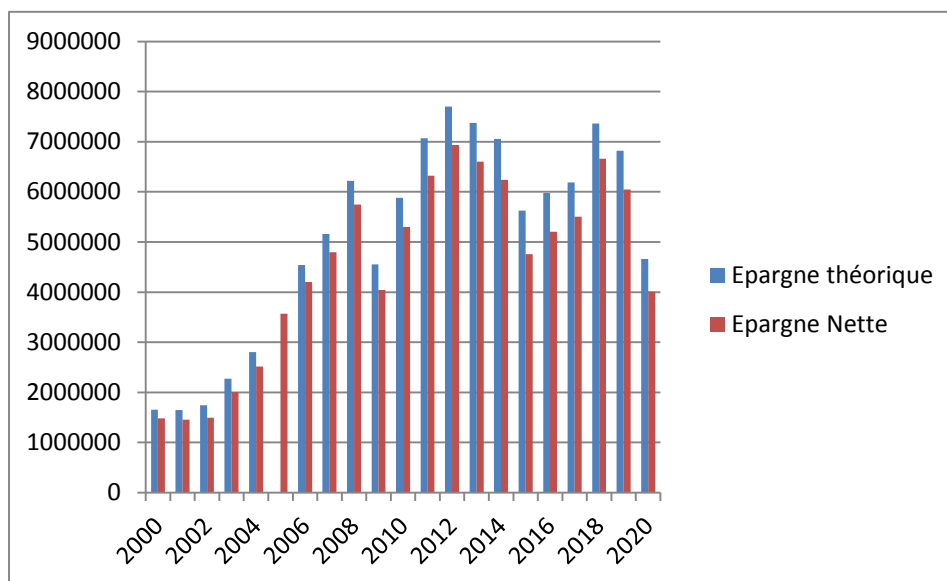
besoins sociaux. La plupart des agrégats économiques se sont améliorés, ce qu'explique l'augmentation de l'épargne nette avec des sommes importantes, et d'une façon parallèle avec l'augmentation des revenus. Jusqu'à 2019 ou l'épargne a connu une baisse considérable due à la crise sanitaire et économique du COVID-19, qui a laissé le revenu des ménages préférable à la consommation qu'à l'épargne.

A l'aide de ces données, nous avons pu calculer l'épargne des ménages en suivant cette formule : **Epargne = revenu national disponible – consommation fin des ménages**

Tableau n° 02 : Calcule de l'épargne théorique

	Revenu National Disponible	Consommation finale des ménages	Epargne théorique
2000	3340686,3	1684862,8	1655823,5
2001	3463410,5	1817277,4	1646133,1
2002	3695622,6	1955242	1740380,6
2003	4365096,6	2090638	2274458,6
2004	5137636,6	2333218,5	2804418,1
2005	2510479,4	2510479,4	0
2006	7184781	2647004,7	4537776,3
2007	8066247	2908907	5157340
2008	9491696,6	3274309,9	6217386,7
2009	8229080	3677560,6	4551519,4
2010	9927358,4	4043142,1	5884216,3
2011	11542193,9	4470710,1	7071483,8
2012	12828375	5123908,5	7704466,5
2013	13049139,5	5674376,5	7374763
2014	13218795,8	6162718,6	7056077,2
2015	12370946,7	6745300,2	5625646,5
2016	13306485,6	7330482	5976003,6
2017	14101301,5	7913253,8	6188047,7
2018	15802671,9	8438416,7	7364255,2
2019	15568968,1	8749762,2	6819205,9
2020	13352833,4	8688577,8	4664255,6

Source : réalisé par nous soins à partir des données de l'ONS

Figure 10: l'évolution de l'épargne nette selon l'épargne théorique.

Source : réalisé par nous à partir des données de l'épargne nette prise de l'ONS

5. Les banques et la collecte de l'épargne:

L'épargne des ménages est bien évidemment fonction de leurs revenus, mais aussi :

- Des valeurs culturelles qui déterminent le comportement à l'égard de l'argent ;
- Du système de protection sociale dont bénéficie la population ou certaine de ses catégories. ⁵⁹

La question qui se pose est que pourquoi les banques ne peuvent pas résorber toute l'épargne qui se trouve hors circuit économique? C'est-à-dire à réaliser **un équilibre entre l'épargne théorique et l'épargne collecté. Les causes sont multiples, on peut citer certaines:**

a) Le manque de confiance envers les banques :

⁵⁹Irma KAAWACH, « Etude du comportement financier de l'épargnant algérois auprès des produits de placement à l'aide d'une ACM », Revue Administration et Développement pour les recherches et les études, Volume 07 , Alger, p 10

La confiance est devenue au fil du temps un élément fondamental dans la relation entre la banque et son client, elle est rattachée aux capacités financières de la banque à proposer des offres compétitives, et aux compétences, l'honnêteté et la bienveillance du banquier,

La confiance constitue un déterminant de la satisfaction. Dans le monde compétitif d'aujourd'hui, la satisfaction des clients est la clé de la réussite. Elle est parfois considérée comme une émotion plutôt qu'une apparence rationnelle. Elle est liée à la qualité de service et du produits offerts, dont ce dernier représente un facteur qui influence la décision d'achat des clients, plus que la qualité de produits et services est meilleure plus le client est satisfait.

L'ignorance des attentes des clients, le manque de communication entre le client et son banquier, ainsi que la non satisfaction du client sont les principaux facteurs de manque de confiance. D'où un client satisfait reste en générale plus fidèle à son entreprise et lui achète d'avantage de produits et moins sensible aux prix, accorde moins d'attention aux concurrents et suggère des idées d'innovation

b) Le manque de sécurité :

Ces algériens qui hésitent et refusent même de placer leur argent dans les banques et trouve plus « sécurisé » de garder l'argent liquide chez soi.

La baisse de rentabilité est inévitable après la diminution des parts de marché et la réalisation de taux d'intérêt négatifs, les charges au niveau de la banque seront importantes du fait que les intérêts reçus sont inférieurs à l'intérêt versé par la banque au client, ce qui va engendrer une baisse de la rentabilité de la banque.

c) La disponibilité :

Certains agents économiques préfèrent garder leurs argent chez eux car ils peuvent à tout moment y accéder en cas de besoin, alors que les mettre en banque signifie des déplacements à faire, faire une chaine et perdre du temps, ainsi que le manque de liquidité.

d) Manque de sensibilisation :

La banque n'essaie pas de convaincre les agents économiques (entreprises et ménages) sur le danger que peut arriver à leurs argents en la gardant chez eux, tels que le vol et l'incendie.

e) L'évasion fiscale :

Cette fuite des impôts est un phénomène qui influence désormais tous les secteurs, aucun domaine n'est épargné, ce qui encourage l'épargne oisive.

f) Les croyances religieuses et l'interdiction du Riba :

La finance islamique a vu le jour en Algérie en 1991, après la libéralisation du secteur bancaire par la loi sur la monnaie et le crédit du 14 avril 1990. Aujourd'hui, les banques islamiques algériennes essayent d'adopter la stratégie d'extension pour qu'elle soit plus proche de ses clients, afin de mieux répondre à leurs besoins, mais aussi d'attirer de nouveaux clients.⁶⁰

Les algériens musulmans jugent les intérêts bancaires comme étant interdits par la religion musulmane, ce système économique islamique dépend entièrement des valeurs et des principes de la religion islamique qui se repose sur le maintien de l'équilibre social afin d'atteindre la justice entre la liberté «économique des individus et les intérêts de la communauté. Dans ce système, l'épargne est définie comme étant la différence entre le revenu et la consommation légitime. Donc la religion constitue un frein à la collecte d'épargne par les banques.

g) Les variations de taux d'intérêt :

La politique économique est mise en œuvre par l'Etat selon le contexte économique du pays. Dans le cas d'excédent de liquidité, les autorités monétaires appliquent une politique monétaire expansionniste, dont son principal instrument est la baisse des taux d'intérêts par les banques, cette baisse des taux permet de favoriser les conditions d'obtention du crédit pour les ménages et les entreprises, et donc d'accroître la consommation et l'investissement. C'est donc un soutien pour la croissance économique. Dans le cas d'un déficit de liquidité, les banques augmentent leurs taux d'intérêts, afin de ralentir les crédits octroyés aux agents économiques, dans l'objectif de lutter contre un taux d'inflation trop élevé.

Donc il ya une relation entre les variations du taux d'intérêt, l'épargne et l'investissement. C'est-à-dire qu'un taux d'intérêt élevé encourage les dépôts bancaire (l'épargne), par contre un taux d'intérêt bas favorise l'investissement.

⁶⁰ Kholoud DAMOUNE, Bahia ALLIOUCHE LARADI « Etude de la satisfaction et de la sensibilisation du consommateur algérien envers l'offre bancaire islamique », Journal of Financial, Accounting and ManagerialStudies, Vol 08, N° 01, Mars 2021

Les statistiques nous permettent de constater que le comportement des ménages vis-à-vis de l'épargne dans les banques est beaucoup plus déterminé par les valeurs sociodémographiques et les niveaux de revenus qui restent faible face au que le comportement des ménage

Conclusion

L'Algérie a investi d'énormes ressources pour créer une base économique solide lui permettant de réaliser un décollage économique faisant d'elle un pays émergent.

Les banques algériennes font face à un groupe d'obstacles qui l'empêchent de collecter les ressources nécessaires à l'exécution de leurs activités, tels que : le manque de confiance et de sécurité des ménages envers les banques, qui pousse l'agent économique à préférer la thésaurisation ;

L'interdiction du Riba est un obstacle pour les épargnants qui préfèrent avoir une rémunération sur leurs argentés placés dans les banques ;

La lourdeur des documents exigés dans le dossier administratif ;

Le taux d'intérêt détermine le volume des dépôts bancaires ainsi que des investissements selon le contexte économique du pays.

Donc, les banques doivent faire face à ces contraintes par l'amélioration, la diversification et l'innovation des services et produits offerts, ainsi que la bonne écoute et la fidélisation du client pour gagner sa confiance, d'assurer sa satisfaction, et d'entretenir avec eux une relation durable et rentable.

CONCLUSION GENERALE

Conclusion générale

L'épargne est une variable économique fondamentale qui affecte la dynamique macroéconomique à court et à long terme, selon le moment où elle est convertie en investissement et, par conséquent, en création de richesse.

Le développement économique de tout pays nécessite une source de financement sur laquelle il doit compter principalement sur la collecte de l'épargne sous ses différentes formes.

Plusieurs variables peuvent influencer le comportement des ménages, dont : le revenu, le taux d'intérêt, l'inflation, la fiscalité, ainsi que des variables psychologiques, tels que la confiance et la sécurité.

Les établissements bancaires et financiers sont des acteurs majeurs de l'épargne, assurant sa collecte, son accumulation, sa rémunération et sa conversion en crédit. En effet, afin d'attirer plus de clients et d'améliorer la bancarisation, ces entreprises utilisent divers moyens, notamment l'installation de guichets, la publicité, la formation du personnel et l'offre de garanties de dépôt avantageuses. Cependant, ces méthodes présentent l'inconvénient de nécessiter des dépenses importantes en termes de ressources humaines, matérielles et financières. En conséquence, les banques se tournent vers d'autres stratégies, comme la stratégie relationnelle. Cette stratégie vise à favoriser la relation client en s'appuyant sur plusieurs facteurs, dont la valeur de la fonction marketing, ainsi que la connaissance du client.

Les banques algériennes contribuent de façon massive au financement de l'économie. Les indicateurs globaux montrent que le niveau d'intermédiation bancaire s'améliore progressivement en Algérie, sous l'angle du développement du réseau, du nombre des comptes et du niveau des dépôts collectés.

Après l'indépendance, l'économie algérienne a été passée de deux phases : une phase d'une économie planifiée et centralisée, et une phase d'économie de marché, dans laquelle l'épargne des ménages a été influencée de différentes manières en fonction de plusieurs facteurs tels que le revenu, l'inflation et les taux d'intérêt.

De 1980 à 1990, cette période est caractérisée par une faiblesse du niveau de l'épargne, ceci est due à plusieurs raisons : premièrement, l'économie algérienne a été peu qualifiée, ensuite, les revenus des ménages étaient faibles et permettaient juste de satisfaire leurs besoins de consommation. Et donc, la culture envers l'épargne était presque inexistante.

Conclusion générales

De 1990 à 2000, le rythme de croissance de l'épargne des ménages commence à accélérer, grâce aux réformes et programmes adaptés par l'Algérie, tel que la LMC en 1990 et le PAS en 1994.

De 2000 à 2010, l'économie algérienne est caractérisée par une augmentation continue de l'épargne, avec un rythme plus élevé par rapport aux périodes précédentes. Cela peut être expliqué par la stabilité de l'inflation durant cette période et l'augmentation des salaires. L'épargne ensuite a connu une baisse en 2008, à cause de la crise économique et la chute des prix des hydrocarbures.

A partir de 2010, l'épargne continuait à augmenter avec un rythme variable, avec une chute remarquable en 2019, due à la crise sanitaire et économique du COVID-19, d'où les ménages préfèrent consommer qu'épargner.

Les banques algériennes sont exposées à un grand nombre d'obstacles, qui les empêchent de collecter les ressources nécessaires à l'exécution de leurs activités, tels que :

- **Le manque de confiance:** les clients sont attirés par la confiance, ce qui les incite à rester. La confiance permet aux banques d'avoir accès à des informations qui leur permettent d'améliorer leurs services. Ce concept est essentiel au succès et à la stabilité de la relation entre les banques et leurs clients. Cependant, certaines lacunes peuvent être comblées. La peur de la faillite bancaire et de la confiscation des biens est fréquemment invoquée pour expliquer cette méfiance. De plus, pour certains individus, le manque de confiance dans les banques pourrait s'expliquer par des scandales à répétition ainsi que par des crises financières.

Le manque de sécurité : certains algériens hésitent et refusent même de placer leur argent dans les banques, car ils trouvent plus « sécurisé » de garder l'argent liquide chez eux.

- **La disponibilité :** certains agents économiques préfèrent garder leurs argent chez eux car ils peuvent à tout moment y accéder en cas de besoin, alors que les mettre en banque signifie des déplacements à faire, faire une chaîne et perdre du temps, ainsi que le manque de liquidité.

- **Manque de sensibilisation :** la banque n'essaie pas de convaincre les agents économiques (entreprises et ménages) sur le danger que peut arriver à leurs argent en la gardant chez eux, tels que le vol et l'incendie.

- **L'évasion fiscale :** cette fuite des impôts est un phénomène qui influence désormais tous les secteurs, aucun domaine n'est épargné, ce qui encourage l'épargne oisive.

- **L'interdiction du Riba :** l'intérêt payé sur une somme prédéterminée et retiré de l'actif à un moment prédéterminé est considéré comme l'usure par la loi islamique (fiqh). La charia

Conclusion générales

proscrit, en effet, toute prime contractuelle sur le montant d'un prêt de bien fongible (dont la monnaie). En effet, la charia proscrit toute obligation contractuelle basée sur le montant d'un mauvais prêt. Elle interdit également au prêteur de retirer tout avantage de son prêt, à moins que l'avantage ne soit librement accordé à l'emprunteur après le remboursement du prêt et ne constitue une condition tacite ou explicite.

- Le taux d'intérêt peut être considéré comme avantage ou obstacle pour l'épargnant, il détermine le volume des dépôts bancaires, selon le contexte économique du pays. Lorsque le gouvernement veut inciter les agents économiques à emprunter de l'argent, les taux d'intérêt sont réduits. Cela se produit le plus souvent pendant les périodes économiques difficiles, lorsque le gouvernement tente de stimuler l'économie en assouplissant les restrictions de dépenses.

En revanche, lorsque le gouvernement, veut desserrer le crédit, il augmente les taux d'intérêt pour rendre l'emprunt plus cher. Cela se produit généralement lorsque les responsables de la politique monétaire veulent maintenir l'inflation sous contrôle. Donc il ya une relation entre les variations du taux d'intérêt, l'épargne et l'investissement. C'est-à-dire qu'un taux d'intérêt élevé encourage les dépôts bancaire (l'épargne), par contre un taux d'intérêt bas favorise l'investissement.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie :

Ouvrage :

- ❖ BERNET-ROLLANDE, « principes de technique bancaire » 25^e édition dunod, paris ,2008 page 94
- ❖ John Maynard Keynes, « Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie», Édition Payot, 1969, P 85
- ❖ Jean_Marc Béguin /Arnaud Bernard « l'essentiel des techniques bancaires » Edition Groupe Eyrolles,2008 p 88
- ❖ Patrick, villieu : « macroéconomie consommation et épargne. », édition La Découverte, paris 2020, P 04.
- ❖ OCDE (2016), « L'épargne nette des administrations publiques », dans Government at a Glance 2015, Editions OCDE, paris. P60
- ❖ Thierry Tacheix : « l'essentiel de la macroéconomie.», Gualino éditeur, paris, 2000, p36

Revus et articles :

- ❖ Ahmed BOUYACOUB, « Investissements massifs pendant cinquante ans, pour quelle croissance ? », Les cahiers du CREAD n° 100-2012, P42.
- ❖ ALAIN BEITONE ANTOINE CAZORLA-ESTELLE HEMDANE, « DICTIONNAIRE DE SCIENCE ECONOMIQU » ,Dunod éditeur,2019 p265
- ❖ Andrew Dean, Martine Durand, John Fallon et Peter Hoeller « L'épargne dans les pays de l'OCDE » : TENDANCES ET COMPORTEMENT p27
- ❖ Irma KAAWACH, « Etude du comportement financier de l'épargnant algérois auprès des produits de placement à l'aide d'une ACM », Revue Administration et Développement pour les recherches et les études, Volume 07 , Alger, p 10
- ❖ Jean-pierre Biasutti,Laurent Braquet, Comprendre le système financier,Bréal,2010
- ❖ Kholoud DAMOUNE, Bahia ALLIOUCHE LARADI « Etude de la satisfaction et de la sensibilisation du consommateur algérien envers l'offre bancaire islamique », Journal of Financial, Accounting and ManagerialStudies, Vol 08, N° 01, Mars 2021
- ❖ Les déterminants de l'intensification du volume de l'épargne N° 196 - OCTOBRE-DÉCEMBRE 2008 - REVUE TIERS MONDE 903

- ❖ Luc BERNET-ROLLANDE, op, cité, p98
- ❖ MEHRI Néjb, FEKIH-SOUSSI Bouthaina, « ECONOMIE ET GESTION », Ecole Nationale d'administration, Tunis, Septemre2007. P6
- ❖ Moussa Keita, « ELEMENTS DE MACROECONOMIE », Ecole d'Economie, Université d'Auvergne clermont Ferrand 1, Octobre 2015, P 08
- ❖ Philippe Monnier Sandrine Mahier –leFrançois « les techniques bancaires » Dunod, Paris ,2008 p 145
- ❖ Radia BENZIANE , « Relation entre taux d'intérêt et Inflation en Algérie : 1990-2015 », EL-BahithReview 17/2017, p85
- ❖ Théorie de l'ordre économique financier, Myers et Majluf, 1984
- ❖ W. Fred van Raaij : «Motifs et comportement d'épargne. » Université de Tilbourg (Pays-Bas), p89-90
- ❖ W. Fred van Raaij, «Motifs et comportement d'épargne», Université de Tilbourg (Pays-Bas), p92

Thèses et mémoires :

- ❖ MEHYAOUI Ouafâa, « Les Déterminants de l'inflation en Algérie : Etude Empirique », mémoire de Doctorat, Sciences commerciales « Finance », Université d'Oran 2, 2019, p 179
- ❖ NATACHA COGNÉE, « Les déterminants de l'épargne chez le jeune travailleur Québécois », mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise ès sciences de la Gestion, Université du Québec à Montréal, Octobre 2016, p 15
- ❖ Véronique Fournier, François Vaillancourt, «Les déterminants de l'épargne des ménages au Québec en 2007: analyse et comparaison avec le Canada et l'Ontario», Rapport de projet, Montréal, 2011, page 03.
- ❖ Pierre Alain Youmbi, « les déterminants de l'épargne des ménages au Cameroun », DESS en gestion financière et bancaire, université de douala, 2003
- ❖ SAMI. S , HOSSEIN ,DIAF, « Essaie de modélisation de l'inflation en Algérie », Mémoire de Master, Economie et finance, INPS ALGER, 2007 p 40.

Sites internet:

Bibliographie

- ❖ <http://www.klubprepa.fr/Site/Document/Document.aspx?IdDocument=5031#:~:text=L'%C3%A9pargne%20est%20donc%20origine,donec%20facteur%20de%20la%20croissance>
- ❖ <http://www.africmemoire.com/part.3-chap-i-revue-de-la-litterature-776.htm/>
- ❖ <https://abc-economie-banque-france.fr/sites/default/files/meddias/documents/epargne-des-menages.pdf>
- ❖ <https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/%C3%A9pargne/48579>
- ❖ https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/na_glance-2011-11-fr.pdf?expires=1652537384&id=id&accname=guest&checksum=86B8A27DC7A657E618EA1C02DAEDD736
- ❖ <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/576/8/1/106492>
- ❖ https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00515707/file/Un_Test_de_la_ThA_orie_du_Financement_HiA_rchisA_sur_DonnA_es_de_Panel_FranA_aises_MOLAY_2006_.pdf
- ❖ <http://Fsjest.Uae.ac.ma/Fsjest/cours/Banque>
- ❖ <https://www.bmo.com>
- ❖ <https://infonet.fr/lexique/definitions/bon-du-tresor/>
- ❖ <https://wwwlelynx.fr/finance/livrets/compte-a-terme/>
- ❖ <https://.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/96790>
- ❖ <https://www.etudier.com/dissertations/R%C3%B4le-Des-Banques-Dans-l'%C3%89conomie/12930.html>
- ❖ <https://www.tschnn.fr/limportance-de-lepargne>
- ❖ <https://www.britannica.com/topic/saving>

Liste des tableaux et figures

Liste des tableaux et figures

Liste de tableaux

N° de tableau	Nom de tableau	La page
01	Calcule de l'épargne théorique 1980-2000.	47
02	Calcule de l'épargne théorique 2000-2020.	55

Liste de figures

N° de la figure	Nom de la figure	La page
01	Evolution de PIB par habitant en Algérie de 1980-2000.	42
02	Evolution de revenu national disponible en millions DA (1980-2000).	43
03	Evolution de taux d'intérêt réel et taux d'inflation (%) en Algérie de 1980-2000 .	44
04	Evolution de l'épargne en Algérie de 1980-2000.	45
05	Evolution de l'épargne nette selon l'épargne théorique.	48
06	Evolution PIB par habitant en Algérie de 2000-2020.	49
07	Evolution de revenu national disponible en millions DA de 2000-2020.	51
08	Evolution de taux d'intérêt réel et taux d'inflation (%) en Algérie de 2000-2020.	52
09	Evolution de l'épargne en Algérie de 2000-2020.	54
10	Evolution de l'épargne nette selon l'épargne théorique.	56

Liste des abréviations

Liste des abréviations

Liste des abréviations

CEL : Compte épargne logement

DA : Dinar Algérien

ONS : Office National des statistiques

PIB : Produit intérieur brute

Table des matières

Table des matières

Table de matières

Remerciement

Dédicace

Sommaire

Introduction générale.....02

Chapitre 01 : Aspect théorique sur l'épargne06

Introduction.....06

Section 01 : les approches théoriques de l'épargne et ses déterminants07

1. Approche théorique de l'épargne.....07

1.1 Définitions de l'épargne.....07

1.2 les motifs de l'épargne.....08

1.3 les sources de l'épargne.....09

1.3.1 l'épargne des ménages.....10

1.3.2 l'épargne des entreprises.....10

1.3.3 l'épargne des administrations.....10

1.4 les formes de l'épargne.....10

1.4.1 l'épargne financière.....10

1.4.2 l'épargne non financière.....11

2. Les déterminants de l'épargne.....11

2.1 les déterminants liés au revenu.....11

2.2 les variables monétaires.....13

2.2.1 le taux d'intérêt.....13

2.2.2 l'inflation.....14

Table des matières

2.3 les variables budgétaires.....	15
2.3.1 la fiscalité.....	15
2.3.2 le désencadrement du crédit.....	15
2.4 les variables psychologiques.....	16
5.4.1 la confiance.....	16
5.4.2 la diversification de l'offre de produits d'épargne.....	17
Section 02 : l'utilisation de l'épargne dans le circuit économique	18
1. capacités et besoins de financement.....	18
2. les types de financement.....	20
2.1 le financement indirect (financement intermédiaire).....	21
2.2 le financement direct.....	22
Conclusion.....	23
Chapitre 02 : Les politiques de la collecte des dépôts bancaires	25
Introduction.....	25
Section 01 : Les placements bancaires.....	26
1. les placement à vue.....	26
2. les placements à terme	27
3. les formules particulière de placement.....	29
4. les placements financiers.....	30
Section 02 : Les moyens mis en œuvre par la banque pour attirer la clientèle.....	32
1. le rôle des banques dans la collecte de l'épargne.....	32
2. les moyens mis en œuvre par les banques pour attirer la clientèle.....	33
2.1 le taux d'intérêt	33
2.2 le marketing bancaire.....	34
2.2.1 la publicité bancaire.....	34
2.2.2 l'innovation.....	37
2.3 la garantie des dépôts.....	38

Table des matières

Conclusion.....	39
Chapitre 03 : L'évolution de l'épargne des ménages en Algérie	41
Introduction	41
Section 01 : l'épargne des ménages de 1980 à 2000.....	42
1. l' évolution de PIB par habitant en Algérie 1980-2000.....	42
2. l'évolution de revenu national disponible 1980-2000.....	43
3. l'évolution de taux d'intérêt réel et le taux d'inflation 1980-2000.....	44
4. l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie 1980-2000.....	45
Section 02: l'épargne des ménages de 2000 à 2020.....	49
1. l' évolution de PIB par habitant en Algérie 2000-2020.....	49
2. l'évolution de revenu national disponible 2000-2020.....	51
3. l'évolution de taux d'intérêt réel et le taux d'inflation 2000-2020.....	52
4. l'évolution de l'épargne des ménages en Algérie 2000-2020.....	54
5. les banques et la collecte de l'épargne.....	56
Conclusion	60
Conclusion générale	62
Bibliographies.....	66
Liste des tableaux et figures.....	70
Liste des abréviations.....	72
Table de matières.....	74
Résumé	

Résumé

L'épargne joue un rôle capital dans une économie, son accumulation revêt d'un intérêt majeur pour le fonctionnement des entreprises notamment les banques. Pour faire face à la concurrence, les banques s'efforcent à proposer de différentes formes de produits et des services bancaires.

Elles font de plus en plus, des efforts dans le but d'attirer une masse importante de clientèle par divers moyens tels que la publicité, l'utilisation marketing bancaire, la garantie des dépôts... mais il reste que les ressources collectées sont assez timides et aussi irrégulière ; devant des objectifs bancaires de plus en plus importants.

Les causes de la thésaurisation sont multiples, on peut citer certaines: le manque de confiance envers les banques ; le manque de sécurité ; la disponibilité ; le manque de sensibilisation ; l'évasion fiscale ; les croyances religieuses et l'interdiction du Riba ; et enfin les variations de taux d'intérêt.

Mots-clés : épargne- taux d'intérêt- taux d'intérêt réel- taux d'inflation- revenu national disponible- obstacles- thésaurisation